

SOUS-OFFICIERS SUPÉRIEURS EN FORMATION

Définir des objectifs pour chacun

pages 8 et 9



Edito de G. Parmelin
«Ce que j'attends
de l'armée»

3

Le CF confirme
Mutations d'offi-
ciers généraux

11

Ticino
Tra réforme interne
e minacce

23

CONSTRUISONS ENSEMBLE

Airbus est un pionnier international de l'industrie aérospatiale et le premier constructeur mondial d'avions commerciaux. Avec ses activités d'envergure internationale, *Defence and Space* et *Helicopters*, Airbus offre une large gamme de produits et de services associés à la pointe de la technologie conçus pour fournir partout dans le Monde des solutions qui contribuent au développement et au rayonnement de nos clients. Visitez www.airbusgroup.com

Airbus. We make it fly.*



* Nous faisons voler.

AIRBUS

Sommaire

Photo de première

Vendredi 3 mars, à Sion, des candidats aux grades de sergent-major d'unité, fourrier et quartier-maître ont obtenu des qualifications intermédiaires.

Or donc... 4

Dissolution d'une grande unité, la Brigade d'infanterie de montagne 10 à Saint-Maurice.

La chronique de MMG 5

Il faut se méfier du feu qui couve sous la cendre. Il peut à tout instant se rallumer et déclencher un incendie.

Chronique fédérale 6

Le nouveau virus à la sauce américano-nord-coréenne donne envie de pleurer.

Bat de carabiniers 1 12

Le commandant remet l'étendard.

Bilan du Chef de l'armée 10

Les 100 premiers jours du cdt C. Philippe Rebord.

Base aérienne 14 15

De Sion à Payerne, l'aventure continue.

Les grands rapports 17

Rapport de la Formation d'application d'infanterie.

SVO 18

Assemblée générale à Montreux.

Nam

SUR INTERNET

www.revue-nam.ch

La reproduction partielle ou complète des articles est autorisée avec la mention: Extrait du mensuel «Notre armée de milice», Yverdon. (exemplaires justificatifs désirés.)

Tirage contrôlé FRP: 4000 exemplaires adressés personnellement.

Tirage imprimé: 4700 exemplaires avec la propagande.



Member of the
European Military
Press Association
(EMPA)

Ce que j'attends de l'armée



Il ne devrait pas être nécessaire de rappeler ici à quel point les défis sécuritaires sont devenus complexes. Vouloir protéger notre pays et notre population face à une multitude croissante de risques, dangers et menaces requiert une palette de réponses extrêmement variée et flexible. La coopération, la mise en réseau national de nos moyens de sécurité est - et reste - la base de notre conception de sécurité collective. L'armée est l'un de ces moyens, et elle doit être disponible pour contribuer de manière adaptée, mais aussi décisive, à la constitution de réponses efficaces en vue d'assurer notre sécurité.

J'attends de notre armée qu'elle soit apte à être engagée au bon moment, au bon endroit, avec des moyens adéquats, pour fournir les bonnes prestations!

Il est question ici non seulement de la qualité et de la quantité de l'engagement, mais aussi de la disponibilité des troupes. J'y vois un double défi: dans la prestation initiale et dans la capacité à durer. La prestation initiale, dans la bonne combinaison des moyens, devient un facteur décisif du succès, eu égard à la complexité et à la soudaineté des événements.

Si l'armée n'arrive pas à se déployer rapidement et à maintenir des moyens adaptés aux tâches du moment, tout ce qu'elle aura consacré à s'équiper et à s'entraîner durant des décennies n'aura servi à presque rien! C'est pourquoi je mets dans cette disponibilité des moyens à peu près autant de valeur que dans la qualité de la prestation elle-même. C'est crucial pour faire face à l'éventail dynamique des risques, et c'est le défi majeur du système de milice.

Dans ce contexte, je reste convaincu que le DEVA constitue la meilleure option pour le développement et la flexibilité de notre outil militaire. J'attends donc de l'armée qu'elle mette en œuvre ce DEVA sans retard, sans hésitation et sans compromis (sachant bien que le modèle décidé est déjà le fruit de divers compromis). J'attends surtout qu'on aille de l'avant, sans mettre sur la table de vieilles idées, qui furent peut-être bonnes mais qui n'en demeurent pas moins vieilles, ni les propositions - peut-être bonnes elles aussi - qui ont été écartées lors de la phase de conception, et que l'on chercherait à revitaliser par la petite porte. En matière de sécurité, la nostalgie ne sert à rien. Décidé, c'est décidé, et on tire à une seule et même corde! D'autre part, j'attends une haute qualité de l'instruction et de l'entraînement des troupes. Ce n'est certes pas la raison d'être de l'armée, mais c'est un élément central du concept de milice. L'armée de milice n'est engagée que lorsque cela est nécessaire, mais elle doit être entraînée régulièrement, avec professionnalisme - ce qui n'a rien à voir avec professionnel! C'est la qualité de cet entraînement qui doit justifier la mise sur pied régulière des corps de troupe, la ponction que l'on fait sur l'économie et sur la vie privée de nos cadres et soldats.

De ce fait, et en parallèle, j'attends une haute qualité de la conduite, tant pour mener à bien l'entraînement que pour créer les conditions favorables au succès des engagements. Cette qualité de la conduite est aussi une prestation que les cadres doivent à leurs subordonnés.

Et finalement j'attends que l'on appréhende le problème des équipements avec pragmatisme et objectivité. On pourrait certes rêver en permanence du nec plus ultra. Ce serait justifiable car il est de notre devoir de donner à la troupe le maximum de chance de réussir ses missions. Mais ne confondons pas le nécessaire et le souhaitable!

J'attends donc qu'on définisse des priorités et qu'on s'y tienne, qu'on apprenne à se contenter de ce qu'on a (comme le font beaucoup d'armées étrangères), et qu'on espère - car il ne faut jamais désespérer! - que des moyens supplémentaires nous soient attribués. Mais il ne faut pas rêver: l'état des finances fédérales et surtout les grands financements requis par notre société en mutation ne laisseront qu'une place modeste - mais malgré tout pas nulle - au budget de la défense.

Restons concrets: je suis convaincu que notre armée est en mesure de répondre aux défis actuels, et le DEVA l'aidera dans ce sens, car il correspond à nos besoins et à la situation, et non pas à des vœux théoriques. J'attends qu'on le mette en œuvre sans «si ni mais», qu'on garantisse la disponibilité des forces, et qu'on se concentre plus sur l'atteinte des résultats que sur la critique des conditions-cadre.

J'attends qu'on aille de l'avant

- Pour se tenir prêt à assurer les prestations demandées,
- Par respect des attentes du Parlement et du Conseil fédéral,
- Par respect des attentes de la population,
- Et par respect des obligations faites aux citoyennes et citoyens en uniforme.

Guy Parmelin, Conseiller fédéral



SSO Pour une plus grande efficacité

La Société suisse des officiers (SSO) que préside le colonel Stefan Holenstein veut une plus grande efficacité dans l'acquisition des équipements. Elle l'a fait savoir dans un document de position adopté samedi 18 mars 2017 à Sion. Selon elle, il faudrait 25 à 30 milliards de francs pour les budgets globaux 2020 à 2040. «La SSO est persuadée qu'il faut nettement augmenter les moyens financiers pour pouvoir combler les lacunes en matière de capacités et atteindre un équipement suffisant, ayant le niveau technologique nécessaire à une armée moderne», écrit-elle à l'issue de son assemblée des délégués.

Informatique

Et Cybersécurité

Bien que la Suisse soit vulnérable aux cyberattaques et continue à renforcer sa défense, le Conseil fédéral ne veut pas d'un office fédéral de cybersécurité rattaché au DDPS. Le Parlement pourrait lui forcer la main. Le Conseiller national Franz Grüter (UDC/LU) a déposé une motion cosignée par 58 collègues de tous bords politiques. Le texte exige que le gouvernement réunisse dans les deux ans toutes les compétences de la Confédération en matière de cyberdéfense au sein d'une unité cybernétique autonome.

Dissolution, vous avez dit dissolution?

Or donc voilà que, il y a quelques jours (peut-être même semaines...), la cité de Saint-Maurice pleurait. Au propre comme au figuré d'ailleurs...

La cité pleurait parce que, jamais comme ce vendredi 19 mai, il n'était tombé de pareilles cordes.

La cité pleurait, parce qu'elle disait «adieu» à l'une de ses Grandes Unités militaires, la Brigade d'infanterie de montagne 10. Au cœur de la Basilique de l'Abbaye de Saint-Maurice d'Agaune, l'un après l'autre, les Commandants des douze bataillons et groupes de la Brigade rendaient leur drapeau à leur Commandant. Avant que le Brigadier Erick Labara ne rende celui de la Brigade au Commandant des Forces terrestres. Le tout dans le silence ému de centaines de soldats, de sous-officiers et d'officiers et autres serveurs de ladite Brigade, d'hier et même d'avant-hier.

Mais vous direz-vous, pourquoi donc pleurer sur la dissolution de la Brigade d'infanterie de montagne 10, dont l'existence se limite aux années 2004 à 2017, mais dont les racines, l'histoire et surtout la personnalité datent des années 1938 du Brigadier Julius Schwarz...

Et d'ailleurs qui parle de pleurer? Soldat, on ne pleure pas. On obéit. On accepte le changement - et comme le soldat est aussi citoyen, on le comprend, ce changement. Reste peut-être alors une larme d'émotion, un geste comme celui de cet officier qui, dans les derniers rangs de la Basilique, se met spontanément au garde-à-vous alors que, devant, le Commandant de son

(ancienne) unité rend son drapeau...

Alors à l'heure de la dissolution, l'émotion n'excluant nullement la réflexion, on est envahi d'interrogations. La cérémonie de dissolution a donc dissous la Brigade. Seulement la brigade?

Les anciens, les aînés ont été priés de continuer à servir, de manifester leur attachement à notre armée de milice, à notre défense nationale, à notre Patrie. Ils ont été encouragés à écrire des lettres de lecteur, à fréquenter les activités d'une société d'officier, à se manifester sur les réseaux sociaux. Très bien. Mais les jeunes, les actifs, celles et ceux qui accomplissent leur devoir militaire, la relève de cette Brigade de légende, mère de la non moins légendaire Patrouille des Glaciers?

Où est leur attachement à la Patrie? Où sont les valeurs reçues à défendre? Où est la traduction de leur appartenance au pays, à cette Suisse - dont certains viennent juste d'acquérir le passeport rouge à croix blanche?

Et si dissolution rimait avec contradiction? désertion? aberration? extinction?

Je reprends ma respiration... Et je me mets à espérer que la pluie de Saint-Maurice n'ait dissous que la Brigade.

Alors, à nous qui avons vécu l'aventure de la Brigade, à nous de jouer la juste partition, de susciter des vocations.

Faute de quoi dissolution pourrait rimer avec extinction.

Jean-Luc Piller

2017 = 44^e année

Nam NOTRE ARMÉE DE MILICE
IL NOSTRO ESERCITO DI MILIZIA

Formulaire disponible également sur www.revue-nam.ch

Le magazine militaire en langue française le plus diffusé en Suisse

Illustré, actuel, dynamique, indépendant, jeune

Le magazine des miliciens romands et tessinois

Nam: un lien avec l'armée
Après l'école de recrues et les cours de répétition, le contact est perdu avec l'armée!

Alors, que se passe-t-il dans notre armée?
CRÉDITS - MATÉRIEL - MUTATIONS - COURS FORMATION - ARMEMENT - ACTIVITÉS HORS-SERVICE

Pour le savoir, Notre armée de milice (tirage imprimé contrôlé 4700 exemplaires) vous offre des enquêtes, des reportages originaux en Suisse et à l'étranger, des résumés de conférences, une chronique fédérale, un éditorial, des billets d'humeur, la vie des sections de l'ASSO, les pages tessinoises, des photos, soit le reflet complet de notre armée de milice avec des nouvelles de la troupe et de diverses sociétés militaires. Le tout abondamment illustré.

Qui reçoit «Notre armée de milice»?
Les cadres de l'armée, les soldats et tous citoyens et citoyennes qui s'intéressent à la défense nationale et à l'évolution de notre armée. Un rendez-vous mensuel avec l'actualité militaire, grâce à *Notre armée de milice* qui ne coûte que **44 francs par année** (TVA comprise).

Je désire recevoir *Notre armée de milice* et souscris un abonnement annuel de Fr. 44.- (TVA comprise)

Veuillez me faire parvenir gratuitement un exemplaire de *Notre armée de milice*

Veuillez me faire parvenir de la documentation concernant la publicité dans *Notre armée de milice* (tarifs, grandeurs, dates de parutions)

Marquer d'une croix

Nom _____ Prénom _____

Rue _____ NPA/Localité _____

Date _____ Signature _____

A retourner à: Revue «Notre armée de milice», case postale 798, 1401 Yverdon-les-Bains

Nam

NOTRE ARMÉE DE MILICE
IL NOSTRO ESERCITO DI MILIZIA

Magazine d'informations militaires et Organe officiel des Associations et sections de Suisse romande et du Tessin, de l'Association suisse de sous-officiers

www.revue-nam.ch

Parution: 6 fois par an (quatre numéros doubles)

Tirage contrôlé: 4 000 exemplaires
Tirage imprimé: 4 700 exemplaires

Administration-rédaction-publicité:

Revue **Nam** - Notre Armée de milice
Case postale 798, 1401 Yverdon-les-Bains
E-mail: info@revue-nam.ch ou redaction@revue-nam.ch
Tél. + fax 024 426 09 39

Administrateur - Rédacteur en chef:

adj sof Jean-Hugues Schulé
E-mail: namjhs@bluemail.ch

Prix de vente

Prix du numéro: Fr. 5.-

Abonnement annuel: Fr. 44.- (y c. TVA 2,5%)

COORDONNÉES CCP

Association de la revue Notre armée de milice
Journal **Nam**
1401 Yverdon-les-Bains
Compte de chèques postaux: 14-866108-0
IBAN: CH38 0900 0000 1486 6108 0
BIC: POFICHBEXXX

N° TVA: CHE 108.221.284

PUBLICITÉ

Tarif d'insertion:

1/1 page	190 x 258	1 x Fr. 1450.-
1/2 page	190 x 127	1 x Fr. 780.-
1/4 page	90 x 127	1 x Fr. 400.-
1/8 page	90 x 60	1 x Fr. 200.-
1/16 page	90 x 28	1 x Fr. 100.-

Page couleur	+ Fr. 450.-
Page quadrichromie	Fr. 2500.-

Publicité sous texte (réclame)	+ 25%
Emplacement prescrit	+ 20%

Rabais de répétition: 6 x 5% - 10 x 10%

Encarts: Offre sur demande

Impression:

Artgraphic Cavin SA
Route de Neuchâtel 37, 1422 Grandson

Procédé d'impression:

Offset, trame 80 lpcm, CTP

Format:

21 x 29,7 cm

Adressage et expédition:

BVA Lausanne

Les parutions de la revue Nam

«Notre armée de milice»
Rédaction-administration:
Case postale 798, 1401 Yverdon-les-Bains

Parutions annuelles: 6 numéros dont 4 doubles
N° 1/2, N° 3/4, N° 5, N° 6/7 N° 8, N° 9/10

Parutions garanties selon l'actualité et la matière rédactionnelle.

Le feu qui couve

Il faut se méfier du feu qui couve sous la cendre. Il peut à tout instant se rallumer et déclencher un incendie. De même pour les feux de forêt. Souvent l'incendie semble conscrit mais resurgit là où on ne l'attend pas. Ce phénomène est également valable pour les conflits. Alors que le Conseil de sécurité avec ses casques bleus, l'OTAN avec ses chars et ses avions sans compter toutes les autres Alliances et puissances jouent les pompiers de la paix en tentant de prévenir ou de circonscire les incendies de la planète, partout, des feux qui couvent risquent de se rallumer et de créer de nouveaux brasiers. Ces feux ont des noms. Corée du Nord. Pays isolé de 23 millions d'habitants, au bord de la faillite, qui se ruine à développer l'arme nucléaire et ses vecteurs. Le jour est proche où la menace exigera des mesures dont les conséquences pourraient concerner la planète entière. Autre feu qui couve, le Cachemire. Cette région entre l'Inde et le Pakistan, deux puissances nucléaires. Malgré un cessez-le-feu imposé en 1949 par l'ONU le Cachemire reste l'objet de combats persistants. Plus près de chez nous le «corridor» qu'aimerait bien s'attribuer la Russie pour rejoindre son enclave de Kaliningrad ex Königsberg sur la mer Baltique. Ce «corridor» en territoire polonais qui porte le nom de l'agglomération de Suwarki pourrait bien faire l'objet d'un coup de main et d'un coup de maître du genre annexion de la Crimée. Quelle sera alors la réaction de l'OTAN? La veulerie ou la guerre? La lâcheté ou le courage. La première est la plus probable, le second signifierait la guerre en Europe! Toujours près de chez-nous, la Turquie. La mégalomanie de son dirigeant inquiète l'Union Européenne et rend difficile toute appréciation et tout pronostic rationnel quant au développement de la situation de ce pays membre, rappelons-le, de l'OTAN. Ce survol est non exhaustif, loin de là, de risques de guerres prévisibles qui peuvent à tout instant, changer le destin du monde.

Ces feux qui couvent rendent notre monde dangereux. Les états en sont conscients. Les nations se réarment. Actuellement la Suède va rétablir le service militaire obligatoire. Les USA portent en gros leur budget de la défense de 600 à 650 mia de dollars, et sur la planète entière, les dépenses militaires se montent à 1700 mia de dollars par an. Tout devient plus confus, plus complexe, plus dangereux, plus maillé. L'incendie peut se déclencher

aujourd'hui, demain ou dans un avenir plus lointain. Rien n'est certain mais le feu couve.

En attendant, le Président russe, s'inspirant peut-être de la répartition de Joffre qui répondit à un politicien lui demandant ses intentions: «pour l'instant, je les grignote», se rapproche de la Turquie et glisse ainsi un pied dans l'OTAN, teste les défenses côtières en Baltique et en mer du Nord et attise les braises en Ukraine. De l'autre côté, si j'ose dire, en envoyant ses missiles de croisière «Tomahawk» sur la Syrie, le nouveau Président des Etats-Unis d'Amérique a prouvé qu'il faut prendre ses rododromes au sérieux. Nul doute que s'il devait faire une guerre majeure il la ferait, comme il l'a affirmé, pour la gagner et cela sans se préoccuper des effets collatéraux! C'est dans ce contexte que notre armée se réforme.

Pour la période 2017 à 2020 les dépenses s'élèveront à 20 mia de francs soit 5 mia par an. Sans entrer dans les détails, relevons la mise en place de la capacité opérationnelle des Forces aériennes 24 heures sur 24, la dissolution, fin 2017, des brigades d'infanterie et l'incorporation de leur bat car et fus dans les régions territoriales qui en assureront l'instruction et l'engagement. Les brigades d'infanterie de montagne seront également dissoutes fin 2017. Un effort particulier sera fait dans le domaine des télécommunications tels que: Les systèmes intégrés d'exploration et d'émissions pour perturber les communications sans fil, le renforcement des centres nodaux du Réseau de conduite suisse et des Forces aériennes et l'assainissement des télécommunications secteur Valais. Les stocks de munitions de combats seront également complétés. La liste de ces mesures n'est pas exhaustive et démontre une volonté de se préparer en priorité pour l'extinction de feux follets avant qu'ils ne deviennent brasiers. Mais la défense du pays exige la capacité de se battre même pris entre deux feux à savoir troubles internes (garde d'ouvrages d'intérêt national, service d'ordre) et attaque aéroterrestre. C'est pourquoi il ne faut pas se décourager ni baisser la garde.

L'urgence de l'acquisition du nouvel avion de combat, de nouveaux moyens de défense sol-air et de moyens anti-char reste d'actualité car il ne faut pas jouer avec le feu, même s'il couve! Nous sommes sur le bon chemin en matière de budget. Pourtant, l'heure semble proche de ne plus se poser la question «combien coûte notre défense» mais combien coûteront les conséquences d'un manque de moyens et de préparation. Il est donc urgent de nous préparer en gardant le feu sacré pour protéger les armes à la main si nécessaire, aujourd'hui comme demain, notre bien le plus précieux, notre liberté!



Marie-Madeleine Greub



Caves du Château d'Auvernier
depuis 1663

Shierry Grosjean & Cie

Propriétaire - Encaveur

CH-2012 Auvernier Tél. 032 731 21 15 www.chateau-auvernier.ch

CHANGEMENTS D'ADRESSE À
info@revue-nam.ch
ou par courrier.
La Poste ne communique plus les changements d'adresses.

Face au virus informatique

La Suisse, coffre-fort numérique du monde

Il donne envie de pleurer, WannaCry, le nouveau virus à la sauce américano-nord-coréenne, qui a infecté en quelques jours 300 000 ordinateurs dans 150 pays, avec demande de rançon à la clé. Cette attaque massive et criminelle a réveillé d'un coup les consciences sur la puissance phénoménale de la cyber-réalité. Coup de projecteur sur une guerre de l'ombre, dont les implications dans la vie quotidienne sont alarmantes.

Souvenez-vous: «Internet va sauver le monde!» C'était le cri d'espoir des années 90. On assistait au big bang de la toile, qui s'étendait tout autour du globe à la vitesse de l'électron par la magie du World Wide Web (www). Tout devenait possible! Le grand public avait enfin accès à l'information et à la connaissance universelle, qui allaient rendre ce monde meilleur, plus intelligent, enfin raisonnable... Ces envolées lyriques n'allaient pas sans rappeler celles de l'épopée de la télévision après la Deuxième Guerre mondiale. Fenêtre sur le monde, onde d'amour, le petit écran était alors censé apporter la culture et l'harmonie dans tous les foyers. Bon. Un quart de siècle plus tard, on s'aperçoit combien ces louanges empreintes d'idéalisme étaient exagérées. Même s'il est indéniable que la nounou cathodique et les réseaux sociaux informatiques représentent un progrès extraordinaire dans la communication et la façon d'appréhender notre environnement, ce sont également des instruments extrêmement puissants et intrusifs, qui font le bonheur des manipulateurs et de toute sorte de criminels œuvrant dans l'ombre.

Le père du petit monstre

Ce n'est pas par hasard que Brad Smith, président de Microsoft, a lancé quelques jours après l'attaque massive de WannaCry: «Le temps est venu que les Etats mettent en place des règles internationales afin de protéger l'usage civil d'Internet.» D'où cette idée séduisante d'une «Convention de Genève numérique qui protégerait la société civile des cyberattaques d'Etats-nations perpétrées en temps de paix.» Il faut dire que Microsoft a sa part de responsabilité dans l'affaire; les pirates ayant utilisé une faiblesse de Window XP pour infiltrer les ordinateurs cibles via un courriel malveillant. Et l'agence de renseignement américaine, la «National Security Agency - NSA» a aussi la sienne; elle qui n'a pas signalé cette faille afin de l'utiliser elle-même à des fins d'espionnage avec un virus de son cru, le père du petit monstre WannaCry. Première stupeur passée, cette attaque planétaire a mis en évidence que les groupes de «hackers», de pirates informatiques, sont certes de grands criminels mais malheureusement aussi souvent pilotés ou mandatés par des Gouvernements. Dans ce cas pré-

cis, certains indices pointent vers la Corée du Nord, bien que les auteurs et les mandataires ne soient pour l'heure pas clairement identifiés. Il ne fait en revanche aucun doute que la frontière entre attaques civiles et opérations militaires est de plus en plus floue; de même que celle entre monde réel et virtuel.

Un cyclope à cinq yeux

«Le terrorisme djihadiste et les cyberattaques à des fins d'espionnage sont devenus deux points critiques de la politique de sécurité de notre pays», constate à cet égard Guy Parmelin, chef du DDPS, en ouverture du dernier rapport de situation du Service de renseignement de la Confédération (SRC). «Les Etats qui disposent de leurs propres cybercapacités offensives les développent de manière intensive», soulignent les experts du SRC. A l'échelle internationale, le groupe dit des «Five Eyes» est particulièrement bien équipé. Les «Cinq yeux»? Ce sont les Etats-Unis et leurs alliés, en l'occurrence le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

On peut sans problème rajouter deux acteurs majeurs. Chinois et Russes ont largement montré leurs talents d'intrusion dans ce domaine. «L'espionnage par la Chine d'entreprises américaines reste un problème significatif», déclarait déjà en 2015 l'ancien directeur du renseignement américain James Clapper, en rappelant que Pékin et Moscou disposaient pour ces attaques de systèmes «très sophistiqués».

Mercenaires de l'ombre

Loin de s'atténuer, le phénomène prend toujours plus d'ampleur. «Développer des cyberoutils coûte cher et exige un savoir-faire indéniable», relève le SRC. Les Etats qui ne disposent pas des ressources nécessaires mais veulent procéder à des cyberopérations se fournissent alors sur le marché. «Des entreprises privées vendent ou louent ce genre de services. De plus en plus, les conflits entre Etats débordent sur l'espace virtuel.» En recourant aux hackers, les mercenaires de l'ombre, ces Etats peuvent «lancer des attaques en dessous du seuil de guerre et nier toute implication, par ailleurs difficile à prouver.»

Attention: si l'ampleur de la dernière attaque au niveau international pourrait faire croire

qu'il s'agit d'une nouvelle tendance dans l'air du temps, il n'en est rien. Selon le SRC, «cela fait au moins vingt ans que les Etats consacrent d'importantes ressources pour développer et lancer des cyberattaques. Les facultés exceptionnelles des logiciels malveillants utilisés témoignent du niveau technique atteint».



Au son du casatchock

Maintenant, même si la Suisse a été peu touchée par WannaCry, l'urgence d'une meilleure sécurité informatique est devenue criante. La révélation publique, l'an dernier, de l'attaque dont a été victime Ruag - entreprise d'armement en main de la Confédération - a fait l'effet d'un coup de tonnerre sous la Coupole fédérale. D'autant qu'elle avait commencé deux ans auparavant, véhiculée par un cheval de Troie, semble-t-il, d'obédience russe.

Ce retour du casatchock par la porte dérobée a stimulé la réflexion des Etats-majors. La cyberdéfense est désormais une priorité. «Il s'agit d'un enjeu majeur», déclare le chef de l'armée, Philippe Rebord. Et les 50 collaborateurs actuellement en charge ne suffisent de loin pas! «Les effectifs seront triplés d'ici 2020», promet-il. Parallèlement, l'armée est en train de fusionner l'ensemble de ses systèmes de communication, en mettant en place un réseau totalement indépendant. Regroupés dans le cadre du programme FITANIA (acronyme tiré de l'allemand), il s'agit de trois projets principaux: un réseau de base indépendant, des centres de calcul et un réseau de communication mobile. Budget estimé: 3,3 milliards de francs sur une dizaine d'années.

Pirates des Cyberaïbes

Mais le Parti Pirate Suisse (PPS) est déjà monté au créneau pour critiquer ce regroupement autonome dans les cavernes hi-tech des Alpes et pour exiger du Conseil fédéral une approche globale, incluant tous les acteurs. «Aujourd'hui nous ne pouvons que constater l'étendue des dégâts occasionnés pas une cyberarme fabriquée de toutes pièces par un gouvernement étranger. Malgré les avertissements, les autorités persistent à pratiquer la politique de l'autruche, laissant ainsi la population à son propre sort!» déplore Guillaume Saouli, co-président du PPS et expert en cybersécurité.

Et d'avertir: «Les chevaux de Troie gouvernementaux font peser une menace concrète et immédiate sur les individus et sur les entreprises dans le monde entier. Notre pays ne fait pas exception à la règle. De ce fait, il importe que la Suisse agisse de manière raisonnée pour immédiatement mettre en œuvre un plan d'action permettant à chacune des failles d'être comblée et corrigée par les éditeurs de logiciels.»

Les clés du coffre

Autant dire que la bataille ne fait que commencer dans l'arène politique et sur la

scène internationale. La Suisse pourrait même devenir «le coffre fort numérique du monde», dépositaire d'une «Convention de Genève numérique». Il n'en reste pas moins que l'armée suisse doit être en mesure d'accomplir sa mission de défense en toute circonstance, et dispo-

ser des infrastructures, des ressources humaines et matérielles nécessaires. Les deux champs opératoires sont d'ailleurs complémentaires, à savoir: assurer la protection de la société civile et garantir la capacité d'intervention militaire. Un beau défi!
José Bessard

Réforme de l'armée

Les effectifs de l'armée seront réduits

Une nouvelle structure accompagnera la réforme de l'armée. Le Conseil fédéral a finalisé les derniers détails et a fixé leur entrée en vigueur au 1^{er} janvier.

A la tête de l'armée, on retrouve son chef Philippe Rebord. Lui seront subordonnés l'Etat-major de l'armée, le commandement des opérations, la base logistique, la base d'aide au commandement et le commandement de l'instruction. Les Forces aériennes et les Forces terrestres ne seront plus soumises directement au chef de l'armée mais au chef des opérations.

Ce poste sera repris par Aldo C. Schellenberg, actuel commandant des Forces aériennes, alors que celui des Forces terrestres Daniel Baumgartner deviendra chef de l'instruction. Le commandement des opérations dirigera par ailleurs le renseignement militaire, quatre divisions territoriales, le commandement de la police militaire, le centre des opérations à l'étranger SWISSINT et le commandement des forces spéciales. Les Forces terrestres comprendront 3 brigades blindées. Avec les divisions territoriales, elles regrouperont 46 bataillons et quatre groupes d'artillerie. La police militaire comptera 4 bataillons, les forces spéciales 3.

Une brigade et 14 bataillons seront subordonnés à la base logistique; une brigade, neuf bataillons et trois groupes à la base d'aide au commandement. Le bataillon d'intervention d'infanterie 104 et celui d'interventions en cas de catastrophe relèveront

du commandement de l'instruction tout comme l'école centrale, l'académie militaire, la fanfare de l'armée ou le centre de compétence du sport.

Réforme

La réforme de l'armée mise à nouveau sur un ancrage territorial tout en améliorant la disponibilité opérationnelle. Il devrait être possible de mobiliser 35000 soldats en dix jours. Et l'ensemble de l'armée pourrait être sur pied en 20 jours. La mobilisation par étapes, supprimée avec Armée XXI, réapparaîtra.

Les effectifs seront réduits de 200 000 à 100 000 militaires (avec un effectif réel de 140 000 pour disposer de la marge de manœuvre nécessaire). L'école de recrues continuera de durer 18 semaines. Il n'y en aura plus trois mais deux par an. Ensuite, les soldats effectueront du service pendant douze ans, au travers de six cours de répétition de trois semaines.

La police militaire pourra aider la police ou les gardes-frontières dans des missions incluant le recours à la force. En cas de cyberattaque, les organes de sécurité militaire pourront s'introduire dans les systèmes et les réseaux informatiques qui en sont à l'origine pour perturber, empêcher ou ralentir l'accès à des informations. ats

Pour interdire le commerce de guerre

Le GSsA lance une initiative

Le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) a annoncé lancer une initiative visant à interdire les investissements dans l'industrie d'armement via la place financière suisse.

L'initiative populaire, qui veut «empêcher enfin le financement du matériel de guerre par la BNS et les caisses de pension», est soutenue par les Jeunes Verts, le Parti socialiste et 35 autres organisations. Son texte sera publié le 11 avril dans la *Feuille fédérale*, détaille Youniss Mussa, secrétaire du GSsA. Pendant que des millions de personnes sont contraintes de fuir leur pays en guerre, nous vendons pour 400 milliards de dollars d'armes, poursuit le GSsA. La Banque nationale (BNS) a investi 800 millions de francs

dans la production d'armes nucléaires en 2016, illustre-t-il.

Échec d'un texte semblable en 2009

Les membres du mouvement ont approuvé à l'unanimité le lancement de la récolte de signatures.

Le GSsA a échoué devant le peuple en 2009 avec une initiative semblable, qui voulait interdire les exportations de matériel de guerre. Le texte avait été rejeté par 68,2% des votants. ats

Sion 2026

Soutien de Guy Parmelin

«Sur le fond», Guy Parmelin est favorable à la candidature de Sion 2026 aux Jeux Olympiques. Le conseiller fédéral, en marge d'une rencontre à Nottwil avec les athlètes et l'encadrement suisse qui se rendront à PeyongChang en 2018, a accordé une interview à nos confrères de l'ATS Sport sur cette question. S'il qualifie le projet d'opportunité pour le pays, il admet aussi que, «ce ne sera pas une affaire simple à organiser», notamment en matière de sécurité et attend des Jeux qu'ils soient durables. Ils ne doivent ainsi pas servir «qu'à remplir des hôtels durant quinze jours».

La Bundeswehr

Cyberarmée de 14 000 experts

Des milliers d'attaques quotidiennes sur des infrastructures informatiques militaires et civiles? «Ce n'est pas de la science-fiction, c'est l'amère réalité», affirme la secrétaire d'Etat Allemande à l'armement, Kathrin Suder, qui est aussi l'architecte de la nouvelle «cybertroupe» allemande. C'est sous sa houlette qu'en octobre dernier, un Département ministériel pour les techniques d'information et la cybersécurité a été créé. Et le 5 avril 2017, à Bonn, c'était au tour de la ministre de la Défense, Ursula von der Leyen, d'inaugurer le versant militaire de la nouvelle organisation, à savoir le Commandement pour l'espace informationnel et informatique (CIR). Celui-ci sera la tête militaire d'une nouvelle armée qui doit à partir de juillet 2017, réunir sous une même direction les 14 000 informaticiens militaires et civils qui travaillent pour la défense allemande.

(Extraits: *La Liberté* 6.4.2017)

Armes à feu

En baisse

La Suisse a vendu moins d'armes en 2016, mais elle reste l'un des principaux pays exportateurs. Elle a fourni pour 411,9 millions de francs de matériel de guerre, contre 446 millions en 2016, selon les chiffres publiés le 21 février 2017 par le Secrétaire d'Etat à l'économie. Ce recul en 2016 est en partie dû à un environnement difficile en Europe, premier débouché pour la Suisse. L'introduction de l'ordonnance sur le matériel de guerre, qui interdit la livraison à des pays en conflit, est aussi une des causes de la baisse continue des exportations. Les munitions représentent le tiers de ce marché; elles devancent le matériel de conduite de tir. En revanche, les ventes de blindés sont en chute libre.

Sous-officiers supérieurs en formation

Définir des objectifs pour chacun

En leurs qualités de cadres intermédiaires, les sergents-majors ou les fourriers mènent des actions déterminantes. Les commandants de compagnies ne sont pas toujours disponibles. Alors, les responsables du service intérieur ou de la subsistance motivent les subordonnés, sergents ou soldats.



Le col EMG Robert Zuber, cdt du stage de formation pour sous-officiers supérieurs 3/17 et Mmes Anne-Lise Kruger-Curchod et Patricia Meyer. A droite, l'adj EM Roman Stark, chef de classe.



«Vous êtes des aides au commandement. Ne soyez pas routiniers, persévérez en faisant des contrôles minutieux. Vos hommes comprendront mieux les missions». Ainsi s'exprimait, en substance, le commandant du «stage de formation pour sous-officiers supérieurs 3/17», le colonel EMG Robert Zuber.

Une présence continue

Vendredi 3 mars, en la halle «Barbara» de la place d'armes de Sion, des candidats aux grades de sergent-major d'unité, fourrier et quartier-maître obtenaient des qualifications intermédiaires. Ayant achevé un service d'avancement (commencé le 9 janvier), ces jeunes gens devenaient des sergents. Des Romands et des Tessinois faisaient partie des promus: 26 futurs sergents-majors d'unités, 34 hommes destinés aux fonctions de fourrier ou de quartier-maître.

Conseiller municipal de la ville de Sion, Cyrille Fauchère évoquait, dans un discours, la prochaine utilisation de la caserne. Bientôt, des écoles de la sécurité militaire occuperont les locaux. Et les stagiaires sous-officiers supérieurs partiront à Berne. D'ores et déjà, le conseiller municipal se réjouit de cette présence militaire continue, dans la capitale du canton du Valais.

Le colonel EMG Robert Zuber accompagnera, quelque temps, ses élèves sergents-majors et fourriers; mais il reprendra, ensuite, un commandement à Sion. Le 3 mars, le colonel EMG remerciait ses colla-

Candidats fourrier

Grade	Nom / Prénom	Fonction	Localité
sergent	Calame, Karim	cand Qm	La Chaux-de-Fonds
sergent	Eichenberger, Alain	cand four	Reconvilier
sergent	Magnin, Yann	cand four	Martigny-Croix
appointé-chef	Ducry, Robin	cand four	Romont
appointé	Coulon, Alexandre	cand Qm	Ecublens
soldat	Alves Machado, Gabriel	cand four	La Chaux-de-Fonds
soldat	Arriagada, Diego	cand Qm	Malleray
soldat	Barisic, Branimir	cand four	Cernier
soldat	Brandes, Stephan	cand four	Genève 26
soldat	Buffet, Raphaël	cand four	Bramois
soldat	Colin, Simon	cand four SL	Neuchâtel
soldat	Coppex, Guillaume	cand Qm	Martigny
soldat	Doutaz, Joao	cand four	St-Imier
soldat	Duff, John	cand four	La Croix (Lutry)
soldat	Fernandes Dias, Leonardo	cand four	Genève
soldat	Fischer, Loïc	cand four	Le Sépey
soldat	Frei, André	cand four	Nyon
soldat	Guzman, Lionel Alexandre	cand four	Ursy
soldat	Hajrizi, Ardit	cand four	Carouge
soldat	Hategekimana, Cyuzuzo Vestin	cand four	Plan-les-Ouates
soldat	Jordan, Alexandre Nicolas	cand four	Belfaux
soldat	Mwakalo, Ali	cand four	Genève
soldat	Petrovay, Tristan	cand Qm	Vufflens-le-Château
soldat	Richard, Benjamin	cand four SL	Genève
soldat	Schaub, Julien	cand four	Vevey
soldat	Stevanovic, Aleksandar	cand four	Neuchâtel
soldat	Volery, Baptiste Stéphane	cand four	Aumont
soldat	Vuagnat, Michael	cand four	Versoix
soldat	Zamofing, Loris	cand four SL	Attalens
soldat	Zosso, Lucas-Emeric	cand four	Marly
soldato	Imperadore, Manuel	cand four	Pregassona
soldato	Kliner, Giovanni	cand four	Cureggia
soldato	Käppeli, Adriano	cand four	Bellinzona
soldato	Macoggi, Alessandro	cand four	Grancia



L'adj de place d'armes Serge Nanchen, l'adj-chef Urs von Wyl et le br Guy Vallat.

Candidats sergent-major d'unité

Grade	Nom / Prénom	Fonction	Localité
appointé-chef	Charbonnet, Alain	cand sgtm U	Penthalaz
soldat	Bugnon, Dany	cand sgtm U	Villarepos
soldat	Gaillard, Raphaël	cand sgtm U	Choëx
soldat	Genilloud, Bastien	cand sgtm U	La Tour-de-Trême
soldat	Groire, Jonathan	cand sgtm U	Yvonand
soldat	Guedes Moreira, Ricardo Emanuel	cand sgtm U	Fribourg
soldat	In-Albon, Rémy	cand sgtm U	Veyras
soldat	Mäder, Guerrick David	cand sgtm U SL	Tavannes
soldat	Pierre, Marc -Johnson	cand sgtm U	Lausanne
soldat	Schmidt, Lucas	cand sgtm U	Thônex
sergent	dos Santos Jesus, Jonathan	cand sgtm U	La Roche
sergent	Maridat, Estevan	cand sgtm U	Porrentruy
sergent	Panasenko, Vadym	cand sgtm U	Autigny
sergent	Pestana de Almeida, Kevin	cand sgtm U	Genève
sergent	Pitteloud, Joshua	cand sgtm U	Salins
sergent	Raval, Jonathan	cand sgtm U	Crassier
sergent	Trossevin, Steven	cand sgtm U	Bevaix
sergent	Waeber, Mathieu	cand sgtm U	Meyrin
appuntato capo	Gogov, Slave	cand sgtm capo	Tenero
appuntato capo	Mesterhazy, Simona	cand sgtm capo	Gordola
appuntato capo	Parolini, Matteo	cand sgtm capo	Pollegio
appuntato capo	Pianetti, Marco	cand sgtm capo	Savosa
soldato	Conti Rossini, Sergio	cand sgtm capo	Ascona
soldato	Martinelli, Mattia	cand sgtm capo	Maggia
soldato	Serravalle, Brian	cand sgtm capo	Avegno
sergente	Marchetti, Norman	cand sgtm capo	Sementina



L'adj-maj Jean-Marc Ambord et le sgt Lionel Bumann.



L'of spéc Lionel Burnier et le sgt Loïc Fischer.

borateurs. L'un d'eux, le secrétaire d'école Lionel Burnier s'occupe des «stages de formation pour sous-officiers supérieurs» depuis 2004; Lionel Burnier est aussi officier spécialiste, il participe à l'organisation de la célèbre «Patrouille des Glaciers»; il a encore travaillé en tant qu'officier de communication (spécialisé dans la gestion de l'internet) et fourni des prestations pour la justice militaire. Robert Zuber congratulait également deux infirmières affectées à la Base logistique de l'armée, Mmes Patricia Meyer et Anne-Lise Kruger-Curchod.

Élèves méritants

Parmi la foule venue dans la halle «Barbara», citons quelques personnalités, militaires et civiles: le commandant de la Formation d'application de la logistique, le brigadier Guy Vallat; le commandant de la Base aérienne de Sion, le colonel Antoine Jacquod; le chef de la Sécurité civile et militaire du canton du Valais, le colonel Nicolas Moren; un collaborateur direct du brigadier Hans Schatzmann (commandant de la Sécurité militaire), l'adjutant-chef Urs von Wyl; un membre du Conseil bourgeois de Sion, l'adjutant-major (retraité) Jean-Marc Ambord.

Le lieutenant Reto Aepli dirigeait la fanfare; les musiciens étaient incorporés à l'Ecole de recrues 16/3. On reconnaissait plusieurs militaires professionnels, qui entouraient les nouveaux sergents. Mentionnons l'adjutant EM Erwin Zünd et l'adjutant de place d'armes Serge Nanchen.

Rappelons encore quelques résultats, obtenus par les lauréats. Chef de classe, l'adjutant EM Roman Stark se réjouissait particulièrement d'une performance: le sergent Lionel Bumann a surpassé tous ses camarades, en tirant au pistolet. L'adjutant EM Roger Steiner félicitait le sergent Rémy In-Albon (domicilié à Veyras, canton du Valais), premier de classe. L'adjutant EM Léo Crettenand relevait les mérites de son subordonné, le candidat fourrier Loïc Fischer (habituant Le Sépey, canton de Vaud), aussi premier. Le meilleur sportif de la promotion, le sergent Pascal Hiltbrunner provenait de la classe dirigée par l'adjutant EM Xavier Pfaffen.



Le sgt Pascal Hiltbrunner.



Le sgt Rémy In-Albon.



P.R. L'adj EM Erwin Zünd.

240 nouveaux lieutenants

De nouveaux cadres

Ce printemps, l'Armée suisse a promu 240 jeunes au grade de lieutenant, les accueillant ainsi dans le corps des officiers.

Les 240 nouveaux chefs de section ont accompli avec succès leur école de sous-officiers et d'officiers ainsi que leur service pratique dans une école de recrues. Au cours des prochaines années, ils effectueront leurs cours de répétition en qualité de chefs de section dans diverses formations. Par la suite, de nombreuses nouvelles fonctions de commandement et d'état-major leur tendront les bras.

Pour être promu au rang d'officier dans l'Armée suisse, les jeunes lieutenants ont suivi une instruction pratique et théorique approfondie. Ils ont été formés aux activités de commandement telles que l'identification des problèmes, l'analyse de la situation, la prise de décisions et la donnée d'ordres.

Ceci également dans des conditions difficiles, de façon à ce qu'ils apprennent à connaître leurs limites et à fournir des prestations de qualité même sous pression. Au cours de leur service pratique, les chefs de section ont dû jour après jour mettre en œuvre et appliquer avec les recrues ce qu'ils avaient appris.

L'Armée suisse est la seule institution du pays qui offre à un jeune de 20 ans la possibilité d'acquérir les compétences nécessaires pour conduire 20 à 40 personnes 24 heures sur 24 pendant plusieurs mois. Les expériences qu'une jeune personne peut accumuler au cours de cette période sont incontestablement profitables également dans leur vie civile et professionnelle.

Promotions dans les rangs latins

Dans le corps des officiers

Sélection d'officiers latins promus au 1^{er} avril 2017 au grade de colonel EMG: Stoll Daniel, Brione sopra Minusio.

Au grade de colonel: Ceresetti Luca, Airolo, Sauteur Alain, Givisiez.

Au grade de lieutenant-colonel EMG: Alain Philippe, Avry-sur-Matran.

Au grade de lieutenant-colonel: Humbert-Droz Marc, Noréaz.

Au grade de major: Berta Ciro, Cugnasco, Bunge Paul, Locarno 4 Solduno, Canepa Igor, Vogorno, Genecand, Genève, Genini Michele, Bellinzona, Hildbrand Dario, Gampel, Leuba René-Alexandre, Bôle, Niederberger Samuel, Granges-Paccot, Paccolat François, Bôle.

Au grade de capitaine: Bouaraphanh Clément, Cheseaux-sur-Lausanne, Monnin Yvan, Genève, Strässle Soriyath, Cousset.

Promotions dans les rangs latins

Dans le corps des sous-officiers

Sélection d'officiers latins promus au 1^{er} avril 2016 au grade d'adjutant d'Etat-major: Bacciarini Simone, Gordola, Meier Marc, Fontaines-sur-Grandson, Parel Yann, Isonne, Pillonel Georges, Granges-Paccot.

Gestion du personnel

Faire mieux

Le Conseiller fédéral Guy Parmelin a ordonné au chef de l'armée de mettre en œuvre d'ici mi-2018 les recommandations d'un rapport interne qui avait révélé des faiblesses importantes au niveau de la gestion du personnel. Selon la presse dominicale, un des problèmes majeurs est que les soldats peuvent se faire dispenser à court terme des cours de répétitions. Or, les commandants de troupe n'avaient pas jusqu'à récemment accès eux-mêmes au système de gestion du personnel de l'armée. Certains avaient donc de mauvaises surprises le premier jour du cours. Souvent, il manquait des militaires importants, cadres ou spécialistes. Ce problème a été réglé selon le porte-parole de l'armée.

NOTRE ARMÉE DE MILICE

Magazine mensuel d'informations
Régie des annonces, administration,
abonnements, rédaction

C.P. 798, 1401 Yverdon-les-Bains
Téléphone + Fax 024 426 09 39

Chef de l'armée

Bilan après les 100 premiers jours du cdt C Philippe Rebord

Depuis le 1^{er} janvier 2017, le commandant de corps Philippe Rebord est le chef de l'Armée suisse. Après les 100 premiers jours passés dans cette nouvelle fonction, il est revenu sur ces trois premiers mois, les défis qui l'attendent et ses priorités lors de sa conférence de presse des 100 jours qui s'est tenue lundi 10 avril à Berne.

Le commandant de corps Philippe Rebord a commencé par évoquer des faits marquants vécus lors de ses 100 premiers jours en tant que chef de l'Armée. Il a pris comme exemple, ces militaires qu'il a rencontrés lors du World Economic Forum de Davos, qui assurent la garde pendant la nuit bien que les températures avoisinent les -35 degrés. Il a fait part de toute sa fierté et sa reconnaissance vis-à-vis de ceux-ci. Le chef de l'armée voue un très grand respect et une grande confiance pour ces soldats qui participent à la sécurité de la Suisse.

Le commandant de corps Rebord a un grand objectif: la mise en place du Développement de l'armée (DEVA). Il permettra ainsi de consolider le système global de l'Armée. Pour réussir cette mission, il s'est fixé quatre priorités.

La première est le profil de prestations. Pour la première fois de son histoire, l'Armée suisse sait exactement à travers un profil de prestations ce que la politique attend d'elle. Ce contrat comprend entre autre le système de mobilisation avec la volonté de pouvoir engager 8000 hommes

dans un délai de 1 à 3 jours complètement équipés et 35 000 en 10 jours.

Deuxièmement, chaque année, l'Armée suisse a besoin de 18 000 recrues instruites qui terminent l'école de recrues afin d'alimenter de manière suffisante le système global. Le commandant de corps Rebord a mis sa troisième priorité sur la nécessité des 5 milliards annuels promis par le Parlement pour le financement de l'armée. Plusieurs systèmes arrivent en fin de vie et doivent être remplacés au sol tout comme dans les airs. Le point névralgique se trouve aux Forces aériennes avec entre autres le nouvel avion de combat. Il a rappelé que si le Parlement refuse la prolongation de vie des F/A-18, à partir de 2026, il n'y aura plus de Forces aériennes. Finalement, le dernier point repose sur le respect de l'armée de milice qui grâce à la participation de chacun apporte une contribution à la sécurité de la Suisse.

La mise en place du DEVA qui passe par ses quatre priorités que sont le profil de prestation, l'alimentation, les ressources et le respect, constituent ses principaux objectifs dans sa fonction de chef de l'Armée.

Rapport du DDPS

Les projets importants et les défis qu'ils posent

Le 28 avril 2017, le DDPS a publié son premier rapport sur ses projets les plus importants, projets dont il sera possible de suivre l'évolution grâce à une parution annuelle.

Les projets les plus importants du DDPS ont en commun un important engagement financier, une durée de plusieurs années, une grande complexité et un haut degré d'interdépendance. C'est donc à juste titre qu'ils attirent l'attention des institutions politiques et de l'opinion publique. Le DDPS a décidé de publier régulièrement un rap-

port à leur sujet afin de montrer leur évolution.

Au DDPS, la plupart des projets les plus importants portent sur l'acquisition d'armement, et donc sur la défense. C'est pourquoi le rapport est en majeure partie axé sur l'armée. Le projet maître est le développement de l'armée (DEVA), puisqu'il concerne l'organisation de l'armée et tous les domaines de la défense. Cette réorganisation sera mise en œuvre à partir de 2018 en vue d'être achevée, pour l'essentiel, en 2021. Toutefois, pour connaître le succès, le DEVA doit disposer de systèmes modernes à la pointe de la technique. Les changements technologiques rapides et l'évolution constante de la situation sécuritaire imposent à toute armée de se renouveler en continu. C'est dans cette perspective que s'inscrit le DEVA: il permet d'améliorer la disponibilité et l'instruction, ainsi que de moderniser et de compléter l'équipement. À partir de 2020 au plus tard, cinq milliards de francs seront prévus chaque année pour l'armée - et donc pour notre sécurité - à savoir trois milliards pour l'exploitation et deux milliards pour les investissements.

Les acquisitions d'armement suivent un processus complexe et précisément réglé. Les responsables concernés, qui représentent l'armée, les milieux politiques et les organes chargés des acquisitions, sont appelés à y participer à divers titres lors des différentes

étapes: planification, évaluation, décisions de la direction du département, du Conseil fédéral et du Parlement, acquisition et introduction, utilisation et mise hors service. Le plan général élaboré par l'État-major de l'armée est déterminant en la matière. Il couvre en principe une période de huit ans. Les objectifs demeurent de conserver les capacités nécessaires et de combler les lacunes. Les mandats de projets confiés à l'Office fédéral de l'armement (armasuisse) découlent du plan général et de la planification de sa mise en œuvre.

Ce ne sont pas les besoins qui manquent en matière de remplacement et d'acquisition. Toutefois, pour pouvoir planifier les achats, encore faut-il tenir compte de la maturité d'acquisition des différents projets. Les investissements prévus pour les projets les plus importants présentés dans le rapport touchent à quantité de domaines: systèmes d'information et de communication, centre de calcul, exploration radio, surveillance de l'espace aérien et défense aérienne. Le nouvel avion de combat devra figurer parmi les projets d'acquisition d'ici à 2025, en coordination avec la défense sol-air. D'autres grands systèmes militaires arriveront au terme de leur durée d'utilisation dans la seconde moitié des années 2020. Mais, étant donné le coût du nouvel avion de combat et de la défense sol-air, il ne sera vraisemblablement pas possible de remplacer tous les systèmes avant la fin de la décennie 2020.

Avec ce rapport, le DDPS entend vous informer de manière claire, transparente et honnête sur les différents projets du DDPS, leurs objectifs et les défis qu'ils représentent. Bien sûr, il est impossible de garantir que tout se déroule comme prévu pour l'ensemble des projets. C'est pourquoi, même si la plupart d'entre eux sont désormais en bonne voie, ils vont continuer à bénéficier d'une attention particulière à tous les niveaux.

Désarmement

18,6 millions

C'est en millions de francs, le montant versé par la Suisse pour la lutte contre les mines antipersonnel. Dans son rapport annuel, la Confédération constate que la Suisse est un des rares pays à ne pas réduire son soutien. Au niveau international, le désintérêt politique et financier est de mise et les mesures d'économie dans ce domaine ne sont plus un tabou. Pourtant, écrit la Confédération, le lien entre déminage et développement est indubitable. Le déminage participe à la promotion de la paix et de la sécurité, indispensables au développement d'un pays et permet de lutter contre le commerce illicite des armes et munitions.

(ats)

Mutations d'officiers généraux de l'armée

Le Conseil fédéral confirme

Dans la perspective de l'entrée en vigueur des nouvelles structures de l'armée, le Conseil fédéral a procédé, lors de sa séance du 24 mai 2017, à d'autres nominations, confirmations de fonctions et promotions parmi les officiers généraux, avec effet au 1^{er} janvier 2018.

État-major de l'armée

- Le divisionnaire Jean-Philippe Gaudin est confirmé dans la fonction d'attaché de défense à Paris.
- Le divisionnaire Peter Wanner est confirmé dans la fonction d'attaché de défense à Washington.
- Le divisionnaire Roland Favre, actuellement commandant de la Région territoriale 1, devient officier général au Centre de politique de sécurité à Genève.
- Le brigadier Rolf Siegenthaler est confirmé dans la fonction de chef de la Planification de l'armée et remplaçant du chef de l'État-major de l'armée.
- Le brigadier Markus Mäder est confirmé dans la fonction de chef des Relations internationales de la Défense.
- Le brigadier Marcel Amstutz est confirmé dans la fonction de représentant militaire à l'OTAN/UE.
- Le colonel EMG Raynald Droz, actuellement chef Opérations à l'État-major de conduite de l'armée, devient chef de l'État-major du chef de l'Armée. Il est simultanément promu au grade de brigadier.

Âgé de 51 ans, Raynald Droz a passé la maturité italienne à l'Instituto Tecnico Nautico à Camogli (I) et sa maturité suisse en 1991. Après son instruction de base d'officier de carrière, il a été incorporé comme instructeur d'unité au sein de l'école de sous-officiers et de recrues 31/231 de l'artillerie. En 1996, le colonel EMG Droz a été nommé remplaçant du commandant de cette école. En 2003, il a terminé avec succès ses études de Master of Defense Administration à la Royal Military Academy à Shrivenham (GB). Dès 2003, il a été officier supérieur adjoint du chef de l'Armée et, dès 2008, engagé comme chef de la Planification de l'armée et de l'armement au sein de l'État-major de l'armée. Deux ans plus tard, le colonel EMG Droz a été nommé commandant de l'école de militaires en service long de l'infanterie 14. En tant qu'officier de milice, il a commandé le bataillon de pionniers de fortifica-

tions 33. Depuis 2013, le colonel EMG Droz est incorporé comme chef Opérations au sein de l'État-major de conduite de l'armée.

Opérations

- Le divisionnaire Hans-Peter Walser est confirmé dans la fonction de commandant de la division territoriale 2.
- Le divisionnaire Hans-Peter Kellerhals est confirmé dans la fonction de commandant de la division territoriale 4.
- Le brigadier Werner Epper, actuellement chef d'état-major des Forces aériennes, devient remplaçant du commandant des Forces aériennes.
- Le brigadier Peter Soller est confirmé dans la fonction de commandant de la brigade d'instruction et d'entraînement des Forces aériennes.
- Le brigadier Hans Schatzmann est confirmé dans la fonction de commandant de la Police militaire.
- Le brigadier Mathias Tüscher, actuellement commandant de la brigade d'infanterie 2, devient commandant de la brigade mécanisée 1.
- Le brigadier Alexander Kohli, actuellement commandant de la brigade d'infanterie 5, devient commandant de la brigade mécanisée 4.
- Le brigadier Willy Brülisauer est confirmé dans la fonction de commandant de la brigade mécanisée 11.
- Le colonel EMG Hugo Roux, actuellement commandant ad interim de la Formation d'application de la défense contre avions 33, est promu au 1^{er} juillet 2017 commandant de la Formation d'application 33 avec promotion simultanée au grade de brigadier. La prise de fonction est également confirmée au 1^{er} janvier 2018.

Âgé de 48 ans, Hugo Roux a travaillé pendant ses études de droit à Fribourg comme enseignant en droit à l'école professionnelle de Morat. Après avoir terminé sa formation de base comme officier de carrière, il a assumé différentes fonctions entre 1997 et 2001 à l'école de DCA à Payerne. En 2002 et

2003, il a suivi une formation à l'US Air Force Command and Staff College à Maxwell (USA). Il a ensuite travaillé de 2004 à 2006 en tant qu'officier de carrière auprès du commandement de l'école d'officiers et de sous-officiers de la DCA à vue, à Payerne, puis comme remplaçant du commandant d'école de 2007 à 2009. En 2010, il a été nommé commandant de la formation continue des cadres supérieurs et chef de la planification des bases et du controlling au sein de l'état-major de la Formation d'application de la défense contre avions 33. Depuis juillet 2014, il dirige les projets gestion de la défense au sein de l'État-major de l'armée. Le 1^{er} janvier 2017, il a été nommé par le Conseil fédéral commandant ad interim de la Formation d'application de la défense contre avions 33.

Instruction

- Le brigadier Franz Nager est confirmé dans la fonction de commandant de la Formation d'application de l'infanterie.
- Le brigadier Guy Vallat est confirmé dans la fonction de commandant de la Formation d'application de la logistique.
- Le brigadier René Baumann est confirmé dans la fonction de commandant de la Formation d'application d'aide au commandement.
- Le brigadier Stefan Christen est confirmé dans la fonction de commandant de la Formation d'application génie / sauvetage / NBC.
- Le brigadier Maurizio Dattrino est confirmé dans la fonction de commandant de l'École d'état-major général et remplaçant du commandant de la Formation supérieure des cadres de l'armée.
- Le brigadier Peter Baumgartner est confirmé dans la fonction de commandant de l'École centrale.
- Le brigadier Peter Stocker est confirmé comme dans la fonction de commandant de l'Académie militaire.
- Le brigadier Heinz Niederberger est confirmé dans la fonction de commandant de l'École des sous-officiers de carrière de l'armée.

Base logistique de l'armée

- Le brigadier Silvano Barilli, actuellement chef de l'État-major de l'armée, devient commandant de la brigade logistique 1.

Base d'aide au commandement de l'armée

- Le brigadier Marco Schmidlin est confirmé dans la fonction de commandant de la brigade d'aide au commandement 41, Systèmes / Instruction des cadres / Support.

Association de la revue «Notre armée de milice»

Case postale 798 - 1401 Yverdon-les-Bains - Tél. + Fax 024 426 09 39 - Courriel: info@revue-nam.ch

Président: lt-colonel Paul-Arthur Treyvaud
Vice-président: adj sof Georges Bulloz
Secrétaire: cap Danièle Nicod
Caissier: four Jacques Levailant
Administrateur: adj sof Jean-Hugues Schulé

Membres:
François Jeanneret, ancien conseiller national; sgt Eric Rapin; adj sof Germain Beucler; sgt Pierre Messeiller et Blaise Nussbaum.

Commission de rédaction:
sgt Francesco Di Franco.

Correspondant à Berne: José Bessard
Correspondant au Tessin: Franco Bianchi

Bataillon de carabiniers 1

Un seul objectif: gagner!

«Un seul objectif, gagner!», telle est la maxime du commandant du bataillon de carabiniers 1, le lieutenant-colonel EMG Yannick Buttet.



Remise de l'étendard par le commandant du bat car 1, le Lt-col Yannick Buttet (de face).

Pour remplir la mission attribuée au bat car 1 pour son SIF 2017, ce n'était pas du tout cuit: mobilisé en appui de la Fête fédérale de tir en 2015, puis intégré à l'organisation de la Patrouille des Glaciers (PdG) en 2016, le bataillon de carabiniers 1 a tenté cette année de revenir à ses fondamentaux de fantassin, tout en assumant son rôle de formation SUBVENIO et de réserve d'armée pour l'engagement ALPA ECO. Si ce nom de code n'était pas très parlant de prime abord, on devinait qu'il devait s'agir d'un événement se passant dans nos Alpes enneigées et qu'il avait un lien avec l'économie. Ajoutez à cela un SIF prévu à Walenstadt et les quatre sous tombent: le WEF, ou World Economic Forum, de Davos! La tâche était conséquente car, pour le carabinier, être secrétaire de tir dans une tente à Rarogne ou contrôleur de poste au sommet de Riedmatten, c'est à n'en pas douter intéressant mais ça ne soigne ni la précision du tir, ni les formes militaires. Pour couronner le tout, l'emplacement du cours 2017 a été modifié en cours de planification, le bat car 1 passant du Centre d'instruction au combat (CIC) Est à son homologue de l'ouest, cher aux blindés, la place d'armes de Bure. Une preuve supplémentaire que les voies de la planification militaire sont impénétrables...

C'est donc sous ces auspices que les carabiniers vaudois se sont retrouvés le mardi 3 janvier (Saint-Berthold, jour férié oblige dans un décor qui rappelait plus les plaines enneigées de Sibérie que le Jura. En effet, après un mois de décembre désespérément vert et «tiède», le mois de janvier a pris le contre-pied parfait en se montrant froid, la température moyenne se situant vers $-1,5^{\circ}\text{C}$

pour Bure, et d'un blanc immaculé puisque le bataillon a évolué durant tout le cours sur un épais manteau neigeux à rendre jaloux le plus montagnard des Vaudois. Mais les hommes du bat car 1 ont également découvert avec plaisir que la modernité avait doublement gagné l'arrière-pays ajolot. D'une part, le trajet habituel pour rallier Bure a pris un coup de jeune, puisque, inaugurée en grandes pompes par la Ministre des transports à quelques jours du début du SIF, l'autoroute A16 a rendu le trajet jusqu'à Bure moins long - on ne saurait décemment dire qu'il est devenu plus court. Ainsi, pour quiconque venant depuis Bienne, s'en est fini de la traversée de Choindez, riante bourgade sidérurgique surnommée très justement par un humoriste jurassien bien connu «Von Roll City». D'autre part, le soldat, habitué à trouver des casernes aussi décrépies que les bâtiments de l'ère soviétique qui dessinent la banlieue de Novosibirsk, a été agréablement surpris de découvrir que son logis pour les quatre semaines «sentait encore le neuf», puisque les casernes ont été - ou sont en passe d'être - rénovées à grands frais. Enfin, cela n'a hélas pas valu pour deux compagnies qui ont été délogées hors de la place d'armes, dans ces bons vieux abris PCi, ainsi que pour les cadres, qui ont pu profiter une dernière fois du charme désuet de la caserne des officiers qui fleurait bon les années soixante.

Diversité de la matière à traiter

L'instruction des cadres a revêtu une importance toute particulière cette année. D'une part, en sus des traditionnels tirs de garde et autres drills du carré, il s'est agi pour



les cadres de suivre l'instruction axée sur l'engagement pour un éventuel déploiement dans le cadre de l'appui au WEF. Cette IAE était très dense, tant par la quantité que par la diversité de la matière à traiter. Les domaines tir au fusil d'assaut et au pistolet, service sanitaire, NBC, recherche rens, systèmes d'observation WBG/ILR, systèmes radio, moyens de contrainte, contrôle d'accès et sûreté ainsi que, instruction inhabituelle, la lutte contre le feu ont ainsi rempli les journées et les soirées des cadres du bataillon, en sus de l'instruction LASSIM relative au système de simulation du CIC Ouest, le tout agrémenté de théories sur des thèmes aussi divers que les bases juridiques de l'engagement ou la gestion du stress. Les instructeurs du CIC Ouest ont assumé cette IAE, avec l'appui des sous-officiers de carrière du bat car 1, l'adj EM Bohlinger et les adj sof Freiss et Maillefer, avec professionnalisme et compétence, qu'ils en soient ici remerciés. En sus, le bataillon a dû, engagement au profit du WEF oblige, se frotter pour la première fois au système FIS HE, système qui promet quelques nuits blanches à notre officier télématique dans les années à venir. D'autre part, au vu du temps nécessaire à l'IAE susmentionnée et de la durée réduite du cours de cadres (CC) pour cause de jour férié, l'instruction relative au combat de maison et de localité, un des efforts principaux du cours, n'a pu être dispensée que le samedi matin du CC et a dû ainsi se poursuivre durant la première semaine du cours de répétition, impliquant de ne former que la moitié des cadres à la fois, l'autre moitié devant conduire la troupe désormais présente.

Tout portait alors à croire que en ce mois de janvier, la motivation des hommes serait à l'image de la météo, frigorifique. Et pourtant, dès la cérémonie de prise du drapeau sur les hauts de la ville de Porrentruy, on a pu lire dans les yeux de chaque carabiniers que le froid et un terrain difficile ne sauraient



Le bataillon a eu l'honneur d'accueillir la première visite de troupe du nouveau Chef de l'Armée, le Carabinier et Commandant de corps Philippe Rebord



Le bataillon prend également congé de son chef engagement, le maj Nicolas Chevalley, après plus de 10 années passées au bataillon, de son officier disponibilité, le maj Juan José Cabal, qui vit en Colombie et donne chaque année un mois de ses vacances pour servir sa patrie, de son officier équipement, le cap Pierre-François Lovey, entré au Corps des gardes-frontières, de son officier logistique, le cap Christophe Dumoulin, grand maître de la log' et plus particulièrement du service commissariat, et de son adjudant, l'auteur de ces lignes, incorporé depuis 2007 dans le plus ancien bataillon de l'Armée suisse et ô combien riche en traditions.

remettre en question sa détermination et son envie de servir son pays. A cette occasion, le bataillon a pu constater que, contrairement à sa réputation, la population jurassienne n'était pas du tout hostile à l'institution militaire et qu'au contraire, elle a accueilli les carabiniers à bras ouverts, ce qui lui vaut la profonde reconnaissance du bataillon. Durant cette première semaine de cours, un programme tout aussi dense que celui dispensé aux cadres la semaine précédente a tenté de réchauffer les hommes du bat car 1, alors que l'Eminente - l'État-major du bataillon - s'affairaient durant l'exercice d'état-major à planifier l'engagement «FORTUNA DUE», à savoir l'exercice de bataillon qui se déroulera en Ajoie en début de troisième semaine du cours. La première semaine a également coïncidé avec le début de l'engagement de la «Une de Fer» à Sion. Chargée d'assurer la protection extérieure de la Base aérienne de Sion, elle a assumé à satisfaction sa mission, tenant éloignés les spotters et autres perturbateurs, laissant ainsi les coudées franches à nos camarades des Forces aériennes pour assurer aux participants du WEF que le ciel ne leur tomberait pas sur la tête.

Deux temps forts ont marqué le déroulement de la deuxième semaine. D'une part, la cp car



Le Capitaine Adrien Perruchoud

1/3, la «Royale», a mis les petits plats dans les grands pour permettre à son commandant de brillamment réussir son inspection. Le Capitaine Adrien Perruchoud, à la tête de sa compagnie depuis le SIF 2014, quitte ainsi le bataillon pour mieux y revenir en tant que chef engagement dans quelques années. D'autre part, la «Lourde», la cp appui car 1/4, a fait honneur à son surnom en ressortant ses tubes lances-mines pour la première fois depuis plus d'une année et demi. Déplacés sur le secteur de Bière, les spécialistes du tir à trajectoire courbe parmi les carabiniers ont toutefois dû se montrer patients, puisque outre le fait d'avoir bloqué l'autoroute A1 par une congère géante, un vent «carabiné» a interdit tout tir durant la majeure partie du temps consacré au feu d'appui.

L'exercice de bataillon

Comme chaque année, la troisième et dernière semaine est arrivée sans crier gare, alors que l'on avait l'impression que le cours avait débuté depuis quelques jours. L'exercice de bataillon «FORTUNA DUE» a donné la possibilité aux hommes du bat car 1 d'apporter leur contribution à la sécurité d'une Suisse déstabilisée par de fortes tensions ethniques et revendications autonomistes d'un peuple voisin de notre patrie, en appuyant le Corps des gardes-frontières le long des frontières jurassiennes, en protégeant des points stratégiques répartis principalement en Ajoie et en effectuant des contrôles routiers. Le manque de pratique des années précédentes ne s'est pratiquement pas remarqué et les hommes, tout comme les membres de la Société vaudoise des carabiniers venus visiter le bataillon, ont apprécié la critique du commandant de brigade à sa juste valeur. Alors que d'aucuns clamaient déjà que «le cours est raide!», les Carabiniers ont investi les jardins du Château épiscopal de Delémont pour la cérémonie de

remise du drapeau, la dernière - déjà - du commandant à la tête de son bataillon. Delémont n'a pas été choisi au hasard, puisque le Major EMG Edouard Vifian, successeur désigné à la tête du bat car 1, s'est vu remettre les rênes du bataillon dans sa capitale cantonale. Au moment de tirer le bilan des trois années passées sous le commandement du Lieutenant-colonel EMG Yannick Buttet, force est de constater qu'elles auront permis à chacun d'apprendre énormément de ce personnage hors norme, d'une grande accessibilité, d'un humour apaisant, d'une autodérision appréciée et qui maîtrise à la perfection l'art de concilier de nombreuses occupations très prenantes (Conseiller national, Vice-président du PDC suisse, Vice-Président de la SSO, Président de Collombey-Muraz et en charge de nombreux autres mandats), sans en négliger aucune.

«Un seul objectif, gagner!», telle était sa devise. Pour reprendre les termes du Brigadier Mathias Tüscher, commandant de la br inf 2, «engagement irréprochable, tu peux partir le cœur léger. Mission accomplie!» On ne peut rêver meilleure qualif! Pour les hommes du bataillon également, il a gagné! A commencer par le respect de son bataillon, mais aussi l'amitié et la reconnaissance de son État-major et de ses Centurions. Au nom de tous les Carabiniers, il nous reste à le remercier sincèrement et, comme on dit à Muraz, à lui souhaiter «bõ Vé» pour ses activités professionnelles, militaires et personnelles.

Pour conclure, citons une dernière fois le commandant de bataillon. «Notre armée de citoyens-soldats doit se mêler à notre population, en se rendant dans nos villes et nos villages, de manière à rester attentive aux problèmes de nos concitoyennes et de nos concitoyens et ne doit pas se retrancher sur des places d'armes parfois éloignées de la réalité citoyenne». Ce qui était déjà vrai par le passé et le présent le sera encore plus à l'avenir, à commencer par le SIF 2018, retour aux sources pour le bataillon qui fera service à l'Hongrin. «Liberté et Patrie, à nous deux!»

Capitaine Henri Lanthemann
Adjudant

ALIGRO

Cash & Carry

Genève-Les Vernets
Tel. 022 308 60 20

Chavannes-près-Renens
Tel. 021 633 36 00

Sion
Tel. 027 327 28 50

Matran
Tel. 026 407 51 00

Schlieren
Tel. 044 732 42 42



www.aligro.ch

Rapport du Service de renseignement de la «La sécurité en Suisse» 2017

Les défis auxquels les organes en charge de la politique de sécurité sont confrontés deviennent de plus en plus complexes, une tendance qui se caractérise par la hausse du nombre d'acteurs déterminants dans ce domaine, par la fragmentation du contexte de la politique de sécurité et par le fait que l'environnement stratégique de la Suisse est marqué par les pressions exceptionnellement élevées que font peser sur l'Europe diverses situations de crise. Le rapport de situation annuel du Service de renseignement de la Confédération (SRC) contribue à l'orientation de la politique de sécurité.

Les situations de crise régnant en Europe, que le SRC décrit dans ce rapport annuel depuis plusieurs années maintenant, ont depuis l'an dernier été aggravées par trois nouveaux facteurs, à savoir la décision du Royaume-Uni de sortir de l'Union européenne (UE), l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis et la réforme constitutionnelle en Turquie. Les anciennes certitudes s'érodent ainsi davantage encore et sont remplacées par des incertitudes fondamentales et par une prévisibilité réduite, les décisions au Royaume-Uni et aux États-Unis ayant un impact sur les fondements de l'architecture européenne du paysage sécuritaire. Une pression extraordinaire s'exerce donc sur l'ordre qui règne en Europe, ce qui n'est pas sans conséquences sur l'environnement stratégique de la Suisse. Une attaque armée dirigée contre la Suisse reste certes peu vraisemblable, mais il est indéniable que le continent européen n'est pas seulement le théâtre d'une polarisation, également déterminée par des opérations d'influence et d'information transfrontalières, mais aussi d'une militarisation accrue.

La Syrie est à maints égards l'épicentre des situations de crise dans les États situés sur les côtes orientale et méridionale de la Méditerranée. La recherche de solutions est devenue encore plus difficile. Les effets de ces conflits, qui au Proche et au Moyen-Orient se manifestent par une série complexe de fractures, marquent profondément la psyché collective, en particulier dans le monde arabe et sunnite. Ces effets ont également un impact sur les sunnites en Europe. En dépit des opérations militaires renforcées, aucune avancée décisive n'est en vue en Syrie et en Irak, encore moins une solution politique. L'«État islamique» joue toujours un rôle central, le terrorisme djihadiste définissant pour une grande part le niveau de la menace à l'échelle planétaire. C'est le cas en Suisse également, où la menace terroriste reste élevée. Elle émane

principalement de l'«État islamique» ainsi que d'individus isolés et de petits groupes inspirés ou téléguidés par ce dernier. La menace émanant du groupe terroriste Al-Qaïda reste pour sa part inchangée.

La Turquie se trouve dans une grave crise intérieure et extérieure. Les troubles en Syrie et en Irak menacent à ses yeux des intérêts-clefs de la sécurité nationale. La tentative de putsch en été 2016 n'a pas seulement mis à l'épreuve la stabilité des institutions turques mais, à travers la réaction du président et son instrumentalisation efficace d'un nationalisme turc à large ancrage, elle a aussi exposé les relations de la Turquie avec l'Europe à de nouvelles tensions. La dégradation des rapports avec l'UE, qui perdure depuis quelques années, semble indiquer que leurs relations sont durablement affectées. La Turquie joue un rôle essentiel dans la stratégie européenne qui consiste à endiguer les mouvements de réfugiés ainsi que la menace terroriste.

Depuis avril 2016, soit après la fermeture de la route dite des Balkans et la conclusion de l'Accord entre l'UE et la Turquie, le pic de l'année précédente dans les mouvements migratoires vers l'Europe a été contrecarré, mais la pression reste élevée. Il est toujours possible

que la situation dégénère en crise et donc que les aspects politico-sécuritaires de la migration ressortent de manière plus saillante, cela d'une part dans le domaine du terrorisme, avec des auteurs d'attentats émigrant en Europe, et d'autre part dans le domaine de l'extrémisme violent. Alors que les milieux d'extrême droite en Suisse ne se sont jusqu'ici pas manifestés comme ailleurs en Europe par des actes de violence contre des réfugiés ou des infrastructures et des prestataires dans le domaine de l'asile, les milieux d'extrême gauche ont fait de la migration l'un de leurs principaux chevaux de bataille, ayant également recours à la violence. C'est en particulier cette thématique qui serait à même d'entraîner une escalade dans le domaine de l'extrémisme violent. Même si la situation observée dans ces milieux est plutôt calme, leur potentiel de violence autour de ce thème est toujours intact.

L'espionnage demeure un instrument utilisé par certains États afin d'acquérir des informations. Il est aussi pratiqué en Suisse - pas seulement contre la Suisse mais aussi contre des organisations internationales ou des organisations non gouvernementales (ONG) ayant leur siège dans notre pays. Les activités de sabotage dans le cyberspace suscitent de plus en plus une attention globale. Les États qui disposent de cybercapacités offensives propres poursuivent leur développement de manière intensive. Après que les révélations d'Edward Snowden ont donné un aperçu détaillé des cybercapacités des États-Unis et de leurs alliés du groupe dit Five Eyes (États-Unis, Royaume-Uni, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande), ce sont avant tout les activités émanant de l'espace russe dans le domaine cybernétique qui gagnent actuellement en agressivité. Les États sans moyens offensifs propres misent davantage sur les offres de groupes de pirates informatiques. Les conflits interétatiques se déroulent de plus en plus aussi dans l'espace virtuel.

Lutte contre le terrorisme

Le Conseil fédéral maintient les mesures

Le Conseil fédéral a décidé de reconduire pour une durée indéterminée les 70 postes qu'il avait créés en 2015 pour trois ans dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

Le Conseil fédéral a donc décidé de reconduire pour une durée indéterminée les 70 postes qu'il avait créés dans le domaine de la lutte contre le terrorisme. En 2015, 29 postes avaient été attribués au SRC, 30 à fedpol, 8 au SEM et 3 au DFAE. Le financement est assuré par un relèvement du plafond des dépenses et pour une durée indéterminée. Le Conseil fédéral se penchera sur l'octroi de tâches et ressources supplémentaires lors de l'examen du budget.

Dans le cadre du renforcement de la lutte antiterroriste, le Conseil fédéral a aussi décidé de maintenir pour une durée indé-

terminée l'augmentation de deux millions de l'indemnisation des services cantonaux chargés de la protection de l'État, limitée à trois ans en 2015.

Compte tenu des attentats terroristes perpétrés en Europe depuis 2015 et des activités terroristes persistantes de groupes et d'organisations djihadistes, la menace terroriste reste élevée, voire même très élevée pour de nombreux pays européens. De nouvelles attaques par des individus ou de petits groupes isolés, tout comme des actions d'envergure du groupe «État islamique», sont à redouter.

**POUR VOTRE
PUBLICITÉ**

LIRE EN PAGE 5

De Sion à Payerne

L'aventure continue

Quand bien même ils quittent le tarmac de Sion, les hommes des troupes d'aviation persèverent dans l'accomplissement de leurs tâches. Dès 2018, les militaires dont nous parlons seront établis à Payerne.



Un «F5 Tiger II» aux couleurs de la BA 14.

Entre le lundi 9 et le vendredi 27 janvier 2017, les soldats et les cadres de la BA 14 effectuaient un cours de répétition annuel. Depuis la piste sédunoise, les jets étaient engagés chaque jour de 08h00 à 18h00. Durant la tenue de la rencontre internationale World Economic Forum (WEF) à Davos, soit du lundi 16 au samedi 21 janvier, des avions de type «F/A-18» opéraient «à toute heure, et même de nuit selon les exigences».

Dernière annonce

Commandant la BA 14, le colonel EMG Pierre de Goumoëns rassemblait sa troupe, pour une ultime fois, sur le sol valaisan. Mercredi 25 janvier, dans l'enceinte de la Base aérienne, quelque 800 militaires (miliciens et professionnels) prenaient la position de garde-à-vous. Des personnalités nombreuses assistaient à cette cérémonie de remise de l'étendard.

Citons le divisionnaire Bernhard Müller (désigné commandant des Forces aériennes au 1^{er} janvier 2018); le brigadier Germaine Seewer (chef du Personnel de l'armée); plusieurs commandants de la BA 14: le colo-

nel Georges Seewer (en fonction de 2004 à 2007), le colonel EMG Alex Miescher (2009-2012), et le colonel Antoine Jacquod (2012-2015); le colonel EMG Fabio Antognini (il pilota le jet suédois «Gripen E»); deux attachés de défense américains, le colonel John M. Roddy et son collaborateur, le lieutenant-colonel Francisco Torano Campos; le conseiller d'Etat Oskar Freysinger; le chef de service de la Sécurité civile et militaire du canton du Valais, le colonel Nicolas Moren; le conseiller municipal de Sion et ancien garde pontifical Cyrille Fauchère; l'évêque du diocèse, Jean-Marie Lovey.

Le colonel EMG Pierre de Goumoëns adressait des félicitations particulières à un subordonné, le premier-lieutenant Laurent Steck. Celui-ci connut un grave accident; à force de persévérance, cet officier retrouva ses facultés. Maintenant, au sein de la BA 14, Laurent Steck a repris du service.

Sur le bras droit, les militaires de la Base aérienne 14 arborent un badge caractéristique. On aperçoit un aigle qui s'apprête à se poser; il vient de survoler les deux collines de Sion, Valère et Tourbillon. Pour la journée du 25 janvier 2017, l'insigne portait



Le col EMG Pierre de Goumoëns, commandant de la BA 14.

une inscription supplémentaire: «last call» (dernière annonce). Après la prestation en question, les hommes de la BA 14 pouvaient quitter l'aéroport sédunois.

Une présence de 65 ans

Le major Didier Sallin a rédigé un article rétrospectif («La voix de la Base aérienne 14», texte paru dans «Le Trait d'union, la voix des sous-officiers genevois», no 101, hiver 2016). Le lecteur apprend que la graphiste Ariane Elsig a exécuté, en 2003, le motif dont nous avons parlé plus haut. La même année, le colonel Thierry Goetschmann devenait le premier des six commandants de ladite unité.

Au bord de la piste, les participants à la cérémonie découvraient un «F5 Tiger II» décoré pour la circonstance. Sur l'empennage, le spectateur retrouvait le thème de la graphiste, avec le rappel d'une époque désormais révolue: 1952-2017. Ces décennies correspondent à l'essor progressif des vols militaires. Selon un historique de l'aéroport de Sion, la première tour de contrôle date de 1943; alors, «un opérateur radio unique travaillait "sur préavis"». Mais, dès 1952, la multiplication des missions impliqua des intervenants nombreux et qualifiés. La tour était desservie, «en permanence».

Naguère pilote de «F/A-18», sixième commandant de la Base aérienne 14, le colonel EMG Pierre de Goumoëns s'occupe dorénavant du transfert de son unité sur l'aéroport de Payerne. P.R.



Le br Germaine Seewer et le col Georges Seewer, le div Bernhard Müller, le col EMG Alex Miescher, le col Antoine Jacquod, le maj Didier Sallin et le plt Laurent Steck.

La manière de gérer ses effectifs

«L'armée doit s'interroger»

Les admissions au service civil suivent une courbe ascendante qui inquiète les responsables de l'armée. Pour la conseillère nationale Lisa Mazzone (Verts/GE), c'est le secteur militaire qui doit revoir ses effectifs.

En 2016, 6169 personnes ont été admises au service civil contre 5836 exactement l'année précédente. L'armée va-t-elle à terme manquer de soldats?

«Non», tranche Lisa Mazzone, qui vient de reprendre la présidence de la Fédération suisse du service civil. «Il y a une tendance à taper sur le service civil au lieu de se poser les vraies questions sur l'armée, sur la manière de gérer, de piloter son effectif», a-t-elle déclaré dans le Journal du matin de la RTS. Elle dit avoir «des doutes sur les besoins en militaires que revendique l'armée» (130 000 hommes, ndr).

Service civil trop attractif?

Le service civil n'est-il pas simplement victime de son succès? Au nouveau chef de l'armée Philippe Rebord, qui estime que celui-ci est trop attractif, la conseillère nationale verte répond que «le service civil

est un droit» et «qu'il n'y a pas d'effectif réglementaire».

Pourtant, il existe une volonté de «recadrer» le service civil. A une courte majorité, le Conseil national a décidé de donner au Conseil fédéral la responsabilité d'un possible transfert du service civil du département de l'économie à celui de la défense.

Lisa Mazzone, conseillère nationale (Verts/GE) espère que cette proposition sera balayée par le Conseil des Etats. Elle craint une perte de l'indépendance du service civil, qui se traduirait par «des durcissements, notamment de la durée du service», voire le retour de l'examen de conscience.

«Le nombre de soldats ne fait plus la différence». «Le monde a changé. Chaque jeune va choisir la manière dont il va servir la société», estime la conseillère nationale. Il ne faut pas jouer à la course à la militarisation.



La menace d'attentats terroristes

La menace croissante d'attentats terroristes ne change-t-elle pas la donne? «Les attaques d'aujourd'hui ne sont plus les mêmes qu'hier. Le nombre d'hommes et de femmes qui servent dans l'armée ne fait plus la différence», rétorque-t-elle.

«Si on veut prévenir le terrorisme, on le fera avec des services de renseignement qui collaborent, avec la police de proximité (...) l'armée n'est pas l'outil approprié», conclut Lisa Mazzone. *Jvia-RTS*

Aptitude au service militaire

Le métier et l'origine ont une influence

Les artisans, paysans et techniciens sont davantage aptes au service militaire que les étudiants, les employés de bureau ou les vendeurs, révèle notamment une étude mandatée par l'armée.

L'Université de Zurich a examiné l'aptitude de plus de 240 000 conscrits entre les années 2010 et 2015. Les résultats montrent que l'aptitude est en corrélation avec le niveau socio-économique et le statut professionnel.

Les jeunes hommes suisses dont le niveau socio-économique est plutôt bas ou, au

contraire, plutôt élevé sont davantage déclarés inaptes, note le professeur Frank Rühli.

Les Romands moins aptes

L'étude révèle également que l'aptitude au service des conscrits francophones est inférieure à celle des germanophones, tandis que celle des italophones se situe entre les deux.

Nidwald, Appenzell Rhodes-Intérieures et Obwald ont des taux d'aptitude particulièrement élevés (entre 70 et 80%), tandis que le Jura, Zurich et Genève sont en queue de peloton (entre 50 et 55%).

En tête des raisons d'inaptitude: les problèmes psychiques, responsables dans 76% des cas. Parmi eux, 27% sont directement liés au service militaire, comme une relation conflictuelle à l'autorité ou des problèmes d'adaptation. *ats*

NOTRE ARMÉE DE MILICE

Magazine mensuel d'informations
Régie des annonces, administration,
abonnements, rédaction

C.P. 798, 1401 Yverdon-les-Bains
Téléphone + Fax 024 426 09 39

1400 YVERDON-LES-BAINS
Tél. 024 425 35 13
Fax 024 426 40 50

Ouvert toute l'année

Restaurant
de la
PLAGE

Surveillance - Protection - Enquêtes

PYTHON

Un nouveau regard sur la sécurité

Contact Tél. +41 22 749 19 00

www.python-securite.ch

Stratégie - Expertise - Coaching

Formation d'application de l'infanterie

Le changement devient une chance

Les citoyens sont prêts à servir le pays. D'autre part, l'armée leur apporte des occasions de perfectionnements professionnels; dans le monde du travail, on considère souvent la poursuite d'une instruction militaire comme une plus-value. En conséquence, proposés par des responsables politiques, des officiers et des sous-officiers supérieurs, les développements futurs constituent autant d'avantages pour la société helvétique.



Le br Franz Nager salue l'étendard. A droite, le div Daniel Baumgartner et le br Franz Nager.

Le mercredi 7 décembre 2016, à Nottwil, le chef des Forces terrestres Daniel Baumgartner prononçait un discours; l'officier général s'exprimait une fois encore, en sa qualité de divisionnaire. Mais, le 1^{er} janvier 2017, l'intéressé devenait commandant de corps. Dorénavant, Daniel Baumgartner s'occupe plus particulièrement du projet DEVA et au 1^{er} janvier 2018, il sera chef de l'instruction.

Une armée attractive

A Nottwil, dans un auditoire du célèbre «Centre suisse des paralégiques», le chef de la Formation d'application de l'infanterie, le brigadier Franz Nager avait convoqué ses subordonnés directs (rappelons que ce brigadier lucernois et uranais commande la «FOAP inf» depuis le 1^{er} juillet 2016; il a succédé au grison Lucas Caduff, celui-ci étant devenu divisionnaire et commandant de la Région territoriale 3).

Le divisionnaire Daniel Baumgartner évoquait les connaissances acquises par les officiers et les sous-officiers de carrière; les militaires de milice bénéficient de ce savoir. Alors, du haut en bas de la hiérarchie, des tâches appropriées sont imparties. Le divisionnaire citait le «Règlement de service de l'armée suisse» (chiffres 10 et 32): «Les chefs définissent les buts à atteindre. Ils laissent à leurs subordonnés la plus grande liberté possible quant aux moyens à mettre en oeuvre. Cette liberté n'est limitée que par la nécessité de cohésion de l'ensemble». «L'instruction et l'éducation ont pour but de rendre

les militaires aptes à remplir les missions confiées, en temps de guerre ou autre situation de crise, même au prix de la vie».

Les officiers et les sous-officiers supérieurs des Forces terrestres, et plus particulièrement ceux de la «FOAP inf» souhaitent corriger de nombreuses lacunes. Ils les ont constatées en travaillant au sein de l'organisation précédente, dénommée «Armée XXI». Avec l'application du «DEVA», tant la formation que la disponibilité des soldats seront accrues. Le divisionnaire Baumgartner veut encourager les jeunes. L'accomplissement du devoir militaire leur apportera de plus grandes satisfactions qu'un service civil de remplacement.



L'adj EM Pierre Denervaud, le col Philipp Wagner, l'adj-maj Reto Flückiger, l'adj EM Stefan Scheuber, le conseiller d'Etat et lt-col Paul Winiker et le col EMG Felix Huber.



Le lt-col EMG Dirk Salamin, l'adj EM Daniel Schläppi, le maj Flurin Sievi, le col EMG Ivo Burgener, le col Michel Balmer et le col EMG Pascal Häsler.

Une brochette de professionnels

Les plus proches collaborateurs du brigadier Franz Nager sont des cadres de carrière. Citons le colonel EMG Christophe Roduner (commandant l'École de cadres de l'infanterie 1, à Colombier); le colonel Michel Balmer (commandant l'École de l'infanterie 2, à Chamblon); le colonel EMG Pascal Häsler (commandant l'École de l'infanterie 3, à Bière); le lieutenant-colonel EMG Luca Bottesi (commandant l'École de l'infanterie 5, à Colombier); le colonel EMG Romeo Fritz (commandant l'École de l'infanterie 11, à Saint-Gall); le colonel EMG Marco Anrig (commandant l'École de l'infanterie 12, à Coire); le colonel EMG Hubert Bittel (commandant l'École de l'infanterie 13, à Liestal); le colonel EMG Felix Huber (commandant le Service long 14, à Aarau).

A Nottwil, nous avons rencontré plusieurs autres professionnels. Parmi eux, mentionnons le colonel EMG Ivo Burgener; le colonel Philipp Wagner (responsable du Centre de compétence de la musique militaire); le lieutenant-colonel EMG Dirk Salamin; le major Flurin Sievi; les adjudants-majors Reto Flückiger et Paul Meier; les adjudants EM Jann Capadrutt, Pierre Denervaud, Stefan Scheuber, Daniel Schläppi; les adjudants sous-officiers Claudio Bolt et Adrian Naunheim. L'adjudant EM Pierre Denervaud recevait des félicitations particulières: chez ce futur retraité, le brigadier Nager relevait «les qualités d'un baroudeur»; Pierre Denervaud s'occupait notamment de la troupe anti-char, à Chamblon.

Des personnalités civiles étaient également présentes. On apercevait le président de la commune de Nottwil, Walter Steffen. En charge du Département de la justice et de la sécurité, le conseiller d'Etat lucernois Paul Winiker est aussi un lieutenant-colonel de milice.

P.R.



L'adj EM Jann Capadrutt, l'adj sof Claudio Bolt et l'adj-maj Paul Meier.

Société vaudoise des officiers

Sans sécurité, pas de prospérité

«On respecte seulement un tel, celui qui veut et sait se défendre». Peut-être, un devancier célèbre a prononcé cette phrase; mais, chaque individu sensé peut aussi se l'approprier. Imaginer un pays non confronté à une menace équivaldrait à se repaître d'une utopie.

Samedi 29 avril 2017, à Montreux, les membres de la Société vaudoise des officiers tenaient une 192^e assemblée générale. Le président cantonal, le colonel Yves Charrière et le responsable du groupement Est, le premier-lieutenant Emanuel von Graffenried accueillent les invités. Ils se retrouvaient dans une salle du «Grand Hôtel Majestic».

Aucun service de remplacement

Chef de l'armée, le commandant de corps Philippe Rebord rappelait que les générations montantes nécessitent une attention constante. Les aînés sont responsables de transmettre l'expérience. En âge de servir, les jeunes gens croient pouvoir disposer librement de leurs choix: accepter l'armée, préférer au contraire se dévouer en faveur des personnes âgées ou défavorisées, voire s'engager pour la protection de l'environnement. La sécurité ne s'accommode pas de services de remplacements, si bienveillants soient-ils. Si l'on veut protéger un pays, l'action du soldat est prépondérante, et le citoyen responsable ne peut éluder un devoir de défense.

Attaché de défense auprès de l'ambassade de Suisse à Paris, le divisionnaire Jean-Philippe Gaudin figurait également au nombre des orateurs. Les auditeurs étaient entretenus sur le thème: «La surprise stratégique, de l'anticipation à la réponse». L'officier général évoquait ses séjours à l'étranger, ses rencontres avec des homologues venus de 182 pays. Placé en première ligne de la sécurité

d'une nation, le renseignement contribue, avec ses multiples facettes, à des dénouements favorables. La menace changeant constamment (conflits traditionnels, terrorisme, cyberguerre, etc.), des adaptations s'avèrent nécessaires (investissements financiers conséquents, nouveaux développements de l'armée).

Génération confondues

La SVO compte à ce jour 1236 membres. A Montreux, on reconnaissait quelques dirigeants. Parmi eux, citons le trésorier cantonal, le capitaine Gérald Mermod; le responsable de la communication, l'officier spécialiste Sébastien Thüler; le chef EM et secrétaire, le premier-lieutenant Edouard Hediger. Le vice-président, le lieutenant-colonel Nicolas Winteregg se retirait; le lieutenant-colonel EMG Christophe Gerber lui succédait. Le dernier nommé est un ingénieur en informatique, spécialisé dans la cybersécurité.

Vraisemblablement, les officiers vaudois apprécient ces retrouvailles annuelles. Ils appartiennent à des tranches d'âges diverses. Des membres d'honneur participaient à la rencontre, le commandant de corps Adrien Tschumy, le commandant de corps Christophe Keckeis, le divisionnaire Pierre-André Winteregg. Nés en 1957, d'autres adhérents devenaient honoraires: le commandant de corps Philippe Rebord (déjà désigné membre d'honneur), et le major Pierre-Alain Pingoud (celui-ci se rend encore à la fameuse fête des artilleurs, la «Sainte Barbe».



Le col Yves Charrière, président et le plt Emanuel von Graffenried, responsable du groupement Est.

Alors major, le colonel EMG Jacques Perrin commanda, dès 1981, le Bataillon de fusiliers motorisés 4 (constitué en 1874, dissous au cours de l'année 2003); pendant l'été 1972, sur la plaine de Bière, l'officier supérieur Pierre-Marc Burnand paya ses galons de lieutenant.

En 2018, le brigadier Laurent Michaud deviendra chef d'état-major du Commandement des opérations. Maintenant, le colonel EMG Pierre de Goumoëns s'occupe du déplacement de son unité, la Base aérienne 14, à Payerne. Le brigadier Martin Chevallaz est retraité.

Né le 29 décembre 1990, le lieutenant Jean-Charles Linsi (dit «Yoshi») a été incorporé dans la Classe de pilotes militaires 11 des Forces aériennes suisses. Le lieutenant Linsi s'apprête à voler sur des jets.

Au milieu de la foule, relevons encore quelques fonctions et noms: le président de la Société suisse des officiers, le colonel EMG Stefan Holenstein; le directeur des opérations et chef d'Etat-major du SIR (Service d'intervention rapide), le lieutenant-colonel EMG Marco Corelli; un officier de carrière, le colonel Olivier Lichtensteiger; le syndic de Montreux, le major et membre de la SVO Laurent Wehrli; le président du Grand Conseil Grégory Devaud; la préfète du district d'Aigle, Mme Patricia Dominique Lachat. La fanfare L'Echo des Alpes exécutait des morceaux traditionnels. P. R.



L'of sup Pierre-Marc Burnand et le Cdt C Philippe Rebord.



Le CC Christophe Keckeis et le div Pierre-André Winteregg.



Le br Laurent Michaud et le colonel EMG Pierre de Goumoëns.



Le lt-col EMG Marco Corelli et le col Olivier Lichtensteiger.



Le col EMG Jacques Perrin, l'of spéc Sébastien Thüler, le div Jean-Philippe Gaudin, le lt-col EMG Christophe Gerber, le col EMG Stefan Holenstein, le cap Gérald Mermod et le maj Laurent Wehrli.

Une offre d'emploi «discriminatoire»

Réaction du cdt C Daniel Baumgartner

L'armée suisse a vivement réagi à une offre d'emploi qui écarte les candidats astreints aux obligations militaires. Dans une lettre ouverte, le commandant de corps des Forces terrestres dénonce une discrimination.

Une annonce pour un poste de trader publiée sur le réseau LinkedIn est à l'origine de l'affaire. Cette offre d'emploi stipule en anglais que les candidats ne doivent pas ou plus être soumis à leurs obligations militaires. L'entreprise ayant son siège social à Genève, l'Union des sociétés militaires genevoises avait tiré la sonnette d'alarme, interpellant les conseillers d'État concernés. Ces derniers condamnaient la démarche de l'entreprise.

Dans une lettre ouverte publiée sur les réseaux sociaux, le commandant de corps Daniel Baumgartner enfonce le clou. Le subordonné direct du chef de l'armée dénonce une condition d'embauche «parfaitement inacceptable».



Abonnement 2017: rappel à nos fidèles lecteurs

Le traditionnel bulletin de versement est tombé dans vos boîtes aux lettres et nous vous remercions de lui réserver bon accueil. Le prix minimal pour les parutions de 2017 est de 44 francs.

Pour poursuivre cette entreprise, nous avons besoin de l'appui de tous et nous vous remercions par avance de renouveler votre abonnement. Un grand merci aux milliers de lecteurs qui ont déjà payé leur abonnement et qui, souvent, ont arrondi le montant proposé. Nous comptons sur chacun et vous remercions de votre fidélité.

fidexaudit

VOTRE PARTENAIRE
COMPTABLE DE VOTRE RÉUSSITE

Expertise comptable, Audit, Fiscalité,
Conseil d'entreprise, Ressources humaines,
Conseil juridique,
Conseil en matière de succession

fidexaudit sa
chemin de mornex 2
case postale 598
CH - 1001 lausanne

tél. +41 21 331 02 02
fax +41 21 311 55 85
info@fidexaudit.ch
www.fidexaudit.ch

FIDUCIAIRE | SUISSE CHAMBRE #FIDUCIAIRE Membre indépendant de EuraAuditInternational

1400 YVERDON-LES-BAINS
Tél. 024 425 35 13
Fax 024 426 40 50

Ouvert toute l'année

Restaurant de la PLAGE

Nam

NOTRE ARMÉE DE MILICE

Des lecteurs en Suisse romande, au Tessin et des milliers d'exemplaires en Suisse alémanique.

ET DANS TOUTES LES ÉCOLES MILITAIRES

Info, abonnements et changements d'adresse:
Nam, case postale 798, 1401 Yverdon-les-Bains
Tél. + fax: 024 426 09 39 ou info@revue-nam.ch

La Fédération Sportive Suisse de Tir

Un nouveau président élu

L'Assemblée des délégués de la FST s'est déroulée samedi 28 avril 2017 au Palais des Congrès de Lugano. Elle a réuni 320 tireuses et tireurs de toute la Suisse. A l'ordre du jour l'élection d'un nouveau président. Deux candidats étaient en liste, Luca Philippi de Lugano et Beat Arnold d'Uri, le premier l'a emporté largement avec 217 voix sur les 244 bulletins délivrés. Luca Philippi est né en 1968, il occupe la fonction de secrétaire général du dpt de police et justice du Tessin, il est colonel EMG et occupe une fonction de chef EM d'une grande unité. Cette Assemblée a été parfaitement organisée par les tireurs du lieu sous la présidence de notre camarade de **Nam** Franco Bianchi elle a donné l'occasion de retrouvailles de membres du comité de **Nam**. (photo) Elle a aussi nommé membre d'honneur de la Fédération le Cdt C André Blatmann et présidente d'honneur la sortante Dora Andres.



L'adj sof G. Bulloz et l'adj sof G. Beucier entourent notre correspondant.

Accord France - Allemagne

Flotte commune

La France et l'Allemagne ont scellé le 10 avril 2017 à Berlin l'accord portant sur la constitution d'une flotte commune d'avions de transport militaire tactique C130-J. Il s'agit de la dernière coopération en date entre les deux pays qui ont multiplié les rapprochements en matière de défense depuis trois ans, faute de volonté politique. A l'horizon 2021, une unité bi-nationale d'avions de transport militaire sera installée sur la base aérienne d'Evreux (Eure) avec l'idée centrale, de rendre les appareils opérationnels pour les deux forces armées. L'unité sera composée de 200 hommes et aura au minimum à sa disposition quatre C130-J par pays. Depuis le choc du Brexit, l'élection de Donald Trump et la multiplication des attentats sur le sol européen, Paris et Berlin sont à la manœuvre pour tenter de donner corps à l'Europe de la Défense, devenue un véritable serpent de mer faute de volonté politique suffisante.

Défilé au cœur de Montreux

L'armée fait campagne

Après un exercice contre un potentiel groupe terroriste, la troupe a défilé dans la cité et s'est dévoilée aux passants.

Les soldats suisses le savent: en exercice, l'armée a toujours eu l'art de parachuter ses troupes en terrain boueux ou neigeux, même durant la belle saison. Le ciel s'en est souvenu. C'est sous la pluie que la brigade d'infanterie 2 a débarqué à Montreux et à Villeneuve avec armes, véhicules et bagages. «Nous aurions préféré le beau temps, mais le microclimat de la Riviera nous a fait faux bond», assure le brigadier Mathias Tüscher.

En dépit de ces conditions météorologiques peu avenantes, trois centaines d'intéressés observent ce rassemblement militaire sur la Grand-Rue et la place du Marché. Ancien commandant de police de la cité, Edmond Millioud faisait partie des premiers sur les lieux. Il contemple attentivement l'intérieur high-tech du véhicule de commandement, exposé aux côtés d'un blindé chasseur de chars, susceptible de tirer un missile à une portée de 3,7 kilomètres. «Moi, j'adore ça!» glisse Jacques Ruffieux, habitant de Territet. «Cela fait trois jours qu'il trépigne d'impatience, souffle son épouse, Denise. Pour ma part, je ne fais que suivre.»

La troupe n'est pas muette

Plus insolite, un groupe de touristes de Corée du Sud alpague le commandant et lui pose une multitude de questions indiscretes. Auxquelles Mathias Tüscher répond. La grande muette n'est-elle plus ce qu'elle était? «C'est une légende, réagit ce dernier. Comment voulez-vous que l'armée soit muette alors qu'elle est composée de miliciens qui ne sont astreints à aucun devoir de réserve?» Les longs échanges entre soldats-citoyens et passants, dans le cadre de l'exposition de véhicules et de matériel militaires sur la place du Marché, semblent illustrer ses propos. Ce débarquement gris-vert sur la Riviera, annoncé par voie de presse, dévoile d'ailleurs certaines facettes cachées de l'armée, dont l'humour: l'exercice de la semaine a été intitulé «Jazz», en lien avec Montreux, alors que cette ultime journée a pris le nom de code de «Java».

«Il est important que l'armée se montre au citoyen, commente le Villeneuvois Daniel Fluckiger. Il faut qu'elle reste forte et cré-

dible.» «C'est notre armée, nous nous devons d'être là, ajoute Gilbert Talon, de Chernex. Je me réjouis de voir la remise du drapeau. C'est un moment solennel qui marque à mes yeux l'esprit de défense de notre pays.»

Dans le public, majoritairement acquis à la cause militaire, la question de la prochaine réorganisation de la défense nationale dans le cadre du projet DEVA (développement de l'armée) est aussi évoquée ici et là. Il s'agit notamment de rendre les forces militaires plus flexibles, avec un ancrage régional renforcé. «Elle va perdre en effectif, déplore Jean Francey, ancien capitaine habitant aux Avants. Mais je pense qu'elle se fortifiera. C'est primordial, car la paix, aujourd'hui, est relative. Il faut rester prêt.»

Conseiller national et syndic de Montreux, lieutenant-colonel au sein de la brigade d'infanterie 2, Laurent Wehrli débarque sur la place du Marché. En civil. Il a été exempté de l'exercice. «L'armée nous a aidés à assurer la sécurité lors des sommets sur la francophonie et sur la Syrie à Montreux, rappelle-t-il. Je suis donc content d'accueillir cette brigade dans notre ville, pour la dernière fois sans doute, car elle disparaîtra et sera refondue dans le cadre du projet DEVA.»

En avance sur la France

Durant la semaine écoulée, la brigade d'infanterie 2, en cours de répétition, s'est livrée à un long exercice de six jours dans la région, dont le but était d'exercer le transport et la protection de l'état-major et de son quartier général, tout en assurant sa conduite en continu lors d'un déplacement de Berne à Montreux. Et cela face à un potentiel groupe terroriste s'attendant à déstabiliser le pays. «En matière de terrorisme, l'armée suisse vient en appui aux forces de police, qui ne peut pas faire face seule, et sur la durée, à des groupes armés, explique Mathias Tüscher. Cette collaboration entre police et armée est bien rodée chez nous. A mon sens, nous avons de l'avance sur la France, où, jusqu'aux attentats de 2015, les forces militaires étaient bien plus présentes en Afrique ou ailleurs qu'en plein centre de Paris.»

24 heures

Symboles nazis

Inspection des casernes

La hiérarchie de l'armée allemande a annoncé le 7 mai 2017 avoir ordonné une inspection de toutes ses casernes. Cette décision intervient dans le sillage du scandale qui ébranle la Bundeswehr et le ministère de la Défense depuis l'arrestation d'un officier, stationné dans la base franco-allemande d'Illkirch près de Strasbourg en France. Il est soupçonné

d'avoir projeté l'assassinat de personnalités de gauche ou d'étrangers en se faisant passer pour un réfugié syrien. Et une inspection de sa caserne a permis de découvrir des reliques de la Wehrmacht, l'armée du régime nazi, dans une salle commune de la base, qui étaient exposées depuis un certain temps sans que cela n'interpelle personne.

Ford Edge 2.0 Duratorq TDCI bi-turbo Sport

L'Amérique à nos pieds

Le plus grand SUV de Ford est une américaine aux dimensions impressionnantes qui compte bien profiter du marché européen friand de SUV d'un niveau de confort supérieur.



Ce Ford Edge est impressionnant: l'intérieur de ce modèle américain est luxueux, raffiné et très bien équipé. Les matériaux qui composent son habitacle sont d'excellente qualité et tout y est bien pensé. Et quel espace... c'est incroyable. Selon Ford, le Edge serait plus spacieux qu'un Q7 ou un Touareg. Dans le Edge, tous les passagers sont choyés aussi par plusieurs places de rangement et un équipement très complet et moderne. Les sièges sont accueillants et d'un très bon niveau de confort. Et pour ce qui est du bruit de roulement et d'air, Ford est allé jusqu'à mettre trois micros dans l'habitacle qui analysent les bruits et envoient, par le système

audio, des contre-mesures qui neutralisent les bruits. De haut-niveau...

Pour ce SUV, à transmission intégrale permanente «Intelligent 4WDSystem», à gestion électronique (répartition de couple permanente), il n'y a pas de moteur à essence, c'est dommage. Mais les deux diesel proposés font très bien l'affaire: le 2.0 TDCi de 180 ch disponible uniquement avec une boîte manuelle à 6 rapports et le modèle que nous avons testé, soit 2.0 TDCi de 210 ch avec sa boîte automatique à 6 rapports Powershift (double embrayage). Cette motorisation développe 450 Nm de couple qui est disponible entre 2000 et 2250 tr/min.

Relevons également que le Edge est doté du stabilisateur de remorque qui détecte l'oscillation ou l'inclinaison de la remorque et corrige en réduisant la vitesse du véhicule.

Que du bonheur donc, et pour une fois que le bonheur n'est pas hors de prix... En effet, l'Edge est bien moins cher que ces concurrents à équipement égal. Notre modèle Sport est à 58900.- et le 180 ch est à CHF 9000.- en dessous.

fdf
Autres infos sur la marque: www.ford.ch

Suzuki Baleno 1.0 Boosterjet

Une nouvelle polyvalente

La petite indienne de Suzuki, la Baleno, étonne avec son inédit moteur de 3 cylindres essence de 111 ch et un volume à faire pâlir les autres modèles du même segment.



Équipée d'un petit moteur 3 cylindres Boosterjet de 111 ch avec une boîte manuelle à 5 rapports, la Baleno cache bien son jeu. Elle est nerveuse à souhait sans pour autant hurler à haut régime. Ce moteur a l'avantage de ne nécessiter que 4,4 l/100 km (valeur test: 6,3). Malgré cela, elle est classée en valeur énergétique D, comme Difficile à croire.

Au volant, la Baleno Boosterjet fait parfaitement illusion. C'est d'ailleurs la seule de la gamme qui atteint les 200 km/h. Bon OK, il lui faudra 11,4 secondes pour arriver à 100 km/h, mais ça reste acceptable pour un 3 cylindres. Sinon, au poste de commande, l'ergonomie est bonne, les commandes sont parfaite-

ment disposées et pour ce qui est de la volumétrie de l'habitacle, l'espace dédié aux passagers est supérieur à la moyenne dans ce segment.

Côté équipement, il ne manque que le détecteur de pluie (390.-), l'aide au stationnement avant et arrière (1350.-) et pour qui le souhaite, la boîte automatique à 6 rapports pour CHF 2000. Pour le reste, tout y est: Système de navigation/multimédia, caméra de recul, Radar pour l'aide au freinage

d'urgence, feux de croisement Xenon et circulation halogène, sièges chauffants...

Avec plus de risque quant à ses lignes extérieures, la Baleno aurait eu plus d'arguments pour affronter la concurrence comme la Hyundai i20, la Renault Clio. Malgré ce manque de «sensualité» elle saura sortir son épingle du jeu avec, entre autres, un volume de chargement record à deux compartiments de 355 litres (1085 l. banquettes rabattues) en plus de son prix canon de CHF 19990. Sa gamme débute à partir de CHF 15990.- par la Baleno Unico avec son moteur de 4 cylindres de 90 ch.

fdf
Autres infos sur la marque: www.suzuki.ch

Mazda 3 S-G 165 MT Revolution

Aussi agréable à l'œil qu'à conduire

Pour 2017, la Mazda 3 profite d'un léger restylage. L'évolution est plus flagrante au point de vue technique.



C'est vrai que ce lifting de la nouvelle Mazda 3 n'est pas des plus marquants. Il se voit plus sur la calandre avant, du côté des phares antibrouillard et du bouclier arrière. L'évolution est nettement plus perceptible sur le plan technique comme le G-Vectoring Control /GVC). Ce nouveau système varie le couple du moteur afin d'optimiser la charge individuellement pour chaque roue assurant ainsi une meilleure adhérence et une conduite plus efficace.

Signalons d'autres changements comme le frein à main électrique, le nouveau volant chauffant, une insonorisation renforcée au niveau des portières, des clignotants dans les rétroviseurs, et bien d'autres éléments qui viennent s'ajouter à la liste d'équipement de série proposé dans la gamme «Revolution»: la reconnaissance des panneaux de signalisation, l'aide anticollision urbain avec détection de piétons, l'alerte de trafic transversal, la surveillance des angles morts, l'assistant de démarrage en côte, la caméra de recul, etc.

Sous le capot, la Mazda 3 a gardé des valeurs sûres, connues: les turbo-diesel 1500cm³ et le 2200cm³. Les moteurs à essence sont au nombre de 3: le 1500cm³, les 2000cm³ en version 120 ch et 165 ch que nous avons pris plaisir à rouler sur plus de 1500 km. OK, c'est le mouton noir de la famille pour ce qui est de son efficacité énergétique puisqu'elle occupe le rang de F avec une consommation moyenne de 6.9 l/100 km (5.8 usine), mais qu'importe, elle assure. Et avec son équipement «Revolution», nous avons été gâtés. Cette version est à CHF 31650.- et son premier prix est à CHF 19200. Elle reste donc toujours d'un bon rapport prix/prestations. A recommander...

fdf
Autres infos sur la marque: www.mazda.ch



SsangYong XLV

Un SUV chic et tendance

De low cost, il n'en a que le prix. La marque coréenne SsangYong est enfin devenue, grâce au SUV Tivoli, puis de son grand frère XLV, chic et tendance. Aurait-elle trouvé la voie du succès?

Il aura fallu plusieurs années au constructeur coréen et un mariage avec groupe indien Mahindra & Mahindra (en 2011) pour qu'il adapte son offre aux tendances du marché. Et cela valait la peine d'attendre.

L'arrivée, il y a deux ans du SUV Tivoli marque un grand tournant: SsangYong devient presque chic et tendance. Certes, son prix très attractif (il était proposé à moins de CHF 17 000.-) y était pour quelque chose, mais plus que tout, c'est son style, son choix de motorisation et son excellent niveau d'équipement qui ont ravis de nombreux clients.

Fort de ce succès, SsangYong rallonge le Tivoli de 24 cm pour lui offrir un très grand coffre qui oscille entre 574 et 720 litres et le baptise XLV.

Dans l'habitacle, on ne se sent pas à l'étroit. Il est chaleureux, même si les plastiques de la planche de bord sont durs et pas coordonnés avec le reste de l'habillage. Cependant, pour



Avec nos remerciements à M. Eric Gasch du garage du même nom à Vallorbe qui nous a organisé cet essai avec un véhicule mis à disposition par l'importateur.

ce qui est de l'espace et des places de rangement, il se montre très généreux, même avec le niveau d'équipement dans notre ver-

sion «Saphire», qui est la plus complète: climatisation automatique bi-zone, régulateur de vitesse, connexions USB et HDMI, écran tactile 7", caméra de recul, sièges en cuir, électrique et ventilé pour le conducteur et chauffant à l'avant et à l'arrière, bouton de démarrage, etc.

Le XLV est un véhicule plaisant à conduire, aussi bien en version Sport, Normal que Confort (réglable). Notre modèle était en traction avant (2WD) disponible dès CHF 17 900.- avec le moteur à essence 1,6 litres de 128 ch et la boîte manuelle à 6 rapports. L'autre motorisation proposée est le diesel de même cylindrée, mais avec un couple plus intéressant, qui est vendu CHF 2000.- de plus. Tous deux sont disponible également en 4WD pour un supplément de CHF 2800.- Au total, un 4x4 essence, automatique qui s'affiche à CHF 28 700.-, ce qui est très compétitif.

En fin de compte, ce SUV XLV de SsangYong pourrait bien devenir le nouveau best-seller de la marque asiatique. *fdf*

Autres infos sur la marque: www.ssangyong.ch

Armement

Russie

Dépenses militaires en hausse

Derrière les Etats-Unis et la Chine, Moscou occupe désormais la troisième place mondiale en matière de dépenses militaires.

La Russie a repris en 2016 à l'Arabie saoudite, malgré la crise économique qu'elle traverse, la troisième place mondiale en matière de dépenses militaires, derrière les États-Unis et la Chine, a affirmé l'institut de recherche suédois Sipri.

La Russie a consacré l'année dernière 69,2 milliards de dollars à sa défense, soit 5,9% de plus qu'en 2015. Cela équivaut à 5,3% de son PIB, du jamais vu depuis l'éclatement de l'Union soviétique il y a un quart de siècle, a souligné l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, une référence pour les questions de défense.

«Cette hausse des dépenses et ce lourd far-

deau pour l'économie pèsent à un moment où l'économie russe est dans une situation délicate à cause de la faiblesse des cours des hydrocarbures et des sanctions économiques imposées depuis 2014» par les pays occidentaux en liaison avec le conflit ukrainien, a commenté le Sipri dans son étude. L'Arabie saoudite, qui avait le troisième budget en 2015, est redescendue à la quatrième place en 2016. Ses dépenses militaires ont chuté de 30%, à 63,7 milliards de dollars, «malgré un engagement continu dans des conflits régionaux», selon le Sipri. «La baisse des revenus pétroliers et les problèmes économiques qui accompagnent le creux des cours ont forcé beaucoup de pays exportateurs de pétrole à réduire leurs dépenses militaires», a souligné un chercheur de l'Institut, Nan Tian.

Priorité budgétaire aux Etats-Unis

Le budget numéro un reste celui des Etats-Unis, qui a augmenté de 1,7% en 2016 à 611 milliards de dollars. Suit la Chine, avec 215 milliards de dollars, soit une progression de 5,4%, moins rapide que les années précédentes.

Donald Trump, devenu président en janvier, a fait de l'armée sa priorité budgétaire. Et il a déjà montré qu'il n'hésiterait pas à recou-

rir à la force en bombardant en avril une base aérienne en Syrie et des positions de l'État islamique en Afghanistan. Il a aussi menacé la Corée du Nord.

D'après le Sipri, la hausse des dépenses américaines en 2016 «pourrait signaler la fin d'une tendance à la baisse» enregistrée sous la présidence de Barack Obama, par souci de rigueur budgétaire et grâce au retrait des troupes d'Afghanistan et d'Irak. Mais «l'évolution future des dépenses reste incertaine en raison de la situation politique changeante aux États-Unis», a jugé Aude Fleurant, directrice du programme de recherche sur l'armement et les dépenses militaires.

Hausse des budgets en Europe

Frappée par une série d'attaques terroristes depuis 2015 et critiquée par Donald Trump pour une contribution à l'Otan qu'il estime insuffisante, l'Europe de l'Ouest a augmenté ses budgets militaires pour la deuxième année consécutive, de 2,6%.

Quasiment à égalité avec l'Inde, cinquième, la France a le sixième budget militaire (55,7 milliards de dollars), devant la Grande-Bretagne (48,3 milliards).

La tendance au réarmement est sensible en Europe centrale et orientale, notamment dans les pays baltes. «La croissance des dépenses de beaucoup de pays en Europe centrale peut en partie être imputée à la perception selon laquelle la Russie représente une plus grande menace», a constaté un chercheur du Sipri, Siemon Wezeman. Le budget total consacré à la défense des membres européens de l'Otan est près de quatre fois supérieur à celui de la Russie. *afp*

Vallorbe

Le fort Pré-Giroud ouvre ses portes

Le fameux fortin de 1939-1945, camouflé dans le massif du Jura, ouvre sa saison. Les passionnés veulent dynamiser leur site, et ont offert la soupe aux pois aux mamans à l'occasion de la Fête des Mères.

Plus d'infos www.pre-giroud.ch



Esercito svizzero e potenze estere...

Tra riforme interne e minacce

Il Ticino ha ospitato e ospiterà importanti riunioni sul tema 'Difesa' elvetica; tutte di rilievo per le personalità intervenute (ministro Parmelin e cc Rebord inclusi) e per i temi trattati, che spaziano dalla Riforma dell'ES a quella in itinere di ASSU Ticino (per evitarne lo scioglimento); ancora, dal ruolo di ufficiali e suff nel contesto della nostra sicurezza (v. assemblee STU a Lugano e ASSU nazionale a Mendrisio), alle minacce e alle tensioni che, si fa per dire, 'ravvivano' il tutto. Molta carne al fuoco; buona lettura.

Tutto a cavallo tra marzo e maggio, molto in Ticino, in parte a Berna, il resto fuori casa: un bell'impegno per chi è addentro o si interessa di 'militaria' in generale e alla Difesa elvetica (con corollario alla voce: sicurezza!). Necessità imperative per l'efficacia della Riforma Es; lo stato di salute dell'Assu TI e l'AD cantonale che ha incaricato un gruppo di lavoro (pres sezionali e chi scrive in veste di mediatore) per elaborare un nuovo quadro operativo ed evitarne lo scioglimento (prossimo appuntamento: l'AD straordinaria cantonale in novembre); le condizioni dell'Assu Svizzera, che guarda alla GSS 2018 di Bière con fiducia ma non può evitare, a sua volta, su temi come il rinnovo e la motivazione dei ranghi; ancora, su piano nazionale, il piano per coinvolgere le donne nel servizio attivo (partendo dall'obbligo di seguire la giornata informativa ventilato dalla Conferenza governativa degli affari militari tenutasi in Ticino); lo stop di Parmelin all'acquisto del nuovo sistema di difesa aerea Bodluf e le spese per prolungare al 2030 la vita operativa degli F/A-18.

Su su, pure in casa, agli imperativi e alle sfide per non vanificare la Riforma dell'Es (sparizione della br fant mont 9 inclusa; da notare, in tema, la nomina del col. Luca Filippini alla presidenza centrale della soc.

sv. tiratori SSV: prima assoluta ticinese; complimenti!) e, di converso, garantire il credito quadro di 5mld per 100mila effettivi da equipaggiare adeguatamente... Dulcis in fundo, si fa per dire, i casi di spionaggio CH-D, con l'arresto del 54ne elvetico in missione da O07 su questioni fiscali, per ordine del Ministero Pubblico della Confederazione e all'insaputa della nostra Intelligence (bel pasticcio!); le soffiare e le polemiche che alimentano la bufera attorno al presidente americano Trump e la Russia, in relazione al Russiagate (hackeraggio informatico pre-lettorale a danno dei democratici) e al colloquio con Lavrov in quel di Washington.

Tutto, of course, senza dimenticare le ultime sul fronte terrorismo, che non risparmia l'Europa (v. Berlino e sparatoria a Milano o gli attacchi a Londra e in Svezia, tanto per citare alcuni casi), come pure l'alta tensione per conflitti in corso (Siria, Iraq, lotta all'Isis, Ucraina, ecc.) o quelli per lo meno 'ipotizzabili' legati ai test missilistici nordcoreani, sempre in barba alle sanzioni Onu e alla 'presunta' fermezza o condanna cinese (Pechino, di fatto, è vicina a Pyongyang e al regime dittatoriale di Kim). Di contorno, il dire e il fare del citato Trump ad esempio per l'invio di flotte e missili nello scacchiere asiatico; la politica

anti migratoria coi decreti su alcuni Paesi islamici e la costruzione del muro al confine col Messico.

Non c'è che dire: una primavera scoppiettante non solo dal profilo meteo (non si sa che pesci pigliare...) e che obbliga tutti - popolazione, politici e addetti ai lavori - a tenere alta la guardia.

Esaurire in poche righe e far digerire tanta carne al fuoco è ovviamente impossibile dato lo spazio a disposizione, nel quale pure l'occhio (fotografico) vuole la sua parte... Da Parmelin al cc Rebord, dal ministro Gobbi al Comitato centrale Assu Svizzera e cantonale Assu Ticino, dai media ai 'semplici' interessati, però, il coro si leva più o meno unanime: l'intreccio di situazioni interne ed internazionali attinenti sia la Difesa, sia la sicurezza elvetica non lascia spazio a leggerezze, rinvii o indecisioni. I problemi, appunto, si accavallano e sono tra loro legati, sicché la necessità di lavorare coesi, di evitare tentennamenti o, peggio ancora, errori e 'dimenticanze' deve prevalere in ogni ambito, specie nelle stanze ai piani alti della Politica e del Militare.

Certo, le soluzioni diplomatiche (come nel caso della spia elvetica in Germania o delle conferenze di pace, per lo meno di tregua...) e quelle pragmatiche, concrete (progetti, scelte, investimenti finanziari e in risorse umane) sono alla portata e sotto i nostri occhi. Scadenze come il 2020 o il 2030 non sono lontane, per la Svizzera; le sfide d'impronta estera, dal canto loro, sono dai tempi meno prevedibili e, talvolta, pressanti, urgenti. Non perdiamo il treno e non lasciamoci sopraffare dalle sorprese, dunque, ché prevenire è meglio di curare: specie quei 'bubboni' che, una volta scoppiati, finiscono fuori controllo e causano danni gravissimi o, persino, irreparabili. Passo per passo, avremo modo di approfondire i temi accennati. Alla prossima!

Franco Bianchi



La br fant mont 9 del br Dattrino sarà sciolta per fine anno. L'approntamento di un libro commemorativo (ordini e info al 079/401.75.73 o a librobfantmont9@gmail.com) ci consentirà di tornare in tema, così come il futuro di AssuTI. Sotto, gli on. Caverzasio e Gobbi all'AD Assu nazionale di Mendrisio.



Il cc Rebord, la premiazione della sezione Bellinzona-Arbedo 2a nel reclutamento soci e la sala all'AD Assu CH in Mendrisio, mentre di nuovi caccia e ammodernamento dell'esercito, carri armati compresi, se ne riparlerà.



Gli on. Caverzasio e Gobbi all'AD Assu nazionale di Mendrisio. I ticinesi Homberger e Lorenzetti, il pres. del Consiglio della Magistratura Walser. (foto fbi/AD)



AP CONSULTING André Prahin SA

votre conseiller immobilier

- ACHAT
- VENTE
- ETUDE DE PROJET, DE CONSTRUCTION & DE FINANCEMENT
- ENTREPRISE GENERALE

Place Saint-François 2 - CP 5015 - 1002 Lausanne

Tél.: 021 331 29 29 - Fax: 021 331 29 20 - E-mail: info@apconsulting.ch

JAB 1000 Lausanne 1

Annoncer les rectifications d'adresse
Retours et changements d'adresse:
NAM - Case postale, 1401 Yverdon-les-Bains

Votre annonce...

- * vous cherchez du personnel...
- * vous cherchez un emploi...
- * vous voulez vendre du terrain, un immeuble...
- * vous voulez vendre une voiture...
- * vous voulez vendre des produits...
- * vous voulez vous faire connaître...

**... une bonne adresse:
les pages de publicité
de «Notre armée
de milice»**

**Renseignements,
délais de la remise des
annonces**

Lire en page 5

**Bulletin
d'abonnement
dans ce numéro**

Se mettre au **vert**.
Savourer des
nuits blanches.
Rougir de plaisir.
Nager dans le
grand **bleu**. Voir
la vie en **rose**.

OÙ VOS
IDÉES
DEVIENNENT
ÉMOTIONS

CAVIN
artgraphic

